

# Champ scientifique et image de l'ennemi: les interprétations de la nature du régime soviétique dans la soviétologie occidentale de 1950 à 1990 (Note)

J.V. Ntuda Ebodé

Volume 31, numéro 1, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704126ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/704126ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)  
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Ebodé, J. N. (2000). Champ scientifique et image de l'ennemi: les interprétations de la nature du régime soviétique dans la soviétologie occidentale de 1950 à 1990 (Note). *Études internationales*, 31(1), 19–55.  
<https://doi.org/10.7202/704126ar>

Résumé de l'article

L'écroulement du système soviétique, après le coup d'État de 1991 a porté un coup fatal à la soviétologie. En fait, les soviétologues n'ayant prévu ni l'événement ni son ampleur encore moins sa rapidité, il devint nécessaire de s'interroger sur les raisons d'un tel phénomène. Cet article est une contribution à cette préoccupation. Il enquête sur les principaux modèles interprétatifs appliqués à l'URSS de 1950 à 1990. À travers les différentes crises épistémologiques qu'il fait ressortir, il essaie de montrer que chacun de ces modèles s'inscrivait dans un contexte bien précis de la confrontation Est/Ouest. C'est dire qu'il s'est agi d'un traitement scientifique de l'image de l'ennemi.

# **Champ scientifique et image de l'ennemi : les interprétations de la nature du régime soviétique dans la soviétologie occidentale de 1950 à 1990**

J.V. NTUDA EBODÉ\*

**RÉSUMÉ :** L'écroulement du système soviétique, après le coup d'État de 1991 a porté un coup fatal à la soviétologie. En fait, les soviétologues n'ayant prévu ni l'événement ni son ampleur encore moins sa rapidité, il devint nécessaire de s'interroger sur les raisons d'un tel phénomène. Cet article est une contribution à cette préoccupation. Il enquête sur les principaux modèles interprétatifs appliqués à l'URSS de 1950 à 1990. À travers les différentes crises épistémologiques qu'il fait ressortir, il essaie de montrer que chacun de ces modèles s'inscrivait dans un contexte bien précis de la confrontation Est/Ouest. C'est dire qu'il s'est agi d'un traitement scientifique de l'image de l'ennemi.

**ABSTRACT :** The collapse of the Soviet system after the coup of 1991 challenged the traditional Sovietology. In fact, the discipline failed to predict the onset, speed and extent of the collapse of its object of study. It became necessary to determine, before starting post soviet studies, why and how Sovietology went wrong in assessing the nature of the Soviet system and its demise. This article surveys the different models used from 1950 to 1990 to analyse the nature of the soviet system. It tries to show that each one was a product of a particular political context of the Cold War. In fact, it is a scientific study on the image of the enemy.

L'effondrement de l'Union soviétique à la fin des années quatre-vingt a débouché sur une crise de la soviétologie qui a donné naissance, dans le monde anglo-saxon tout au moins, à trois tendances d'analyse<sup>1</sup>.

La première pourrait être qualifiée d'école de la *faillibilité*. Partant de l'ampleur, la rapidité et l'imprévisibilité de l'écroulement soviétique, les partisans de ce courant ont soutenu que les soviétologues ont failli à leur mission en se trompant sur l'avenir de l'URSS. Élargissant cette question à l'ensemble

---

\* Professeur à l'Institut des relations internationales du Cameroun, Faculté des Sciences juridiques et politiques, Université de Yaoundé II, Cameroun.

1. L'ouvrage le plus illustratif de cette crise nous semble être celui édité par Frederic J. FLERON Jr. et Erik P. HOFFMANN, *Post-Communist Studies & Political Science. Methodology and Empirical Theory in Sovietology*, Boulder (Col.), Westview Press, 1993.

des spécialistes des sciences sociales, Martin Malia et Robert Conquest affirmeront même que les *social scientists* n'ont rien dit de sensé sur le régime soviétique<sup>2</sup>.

À l'opposé de cette thèse, s'est dressé le courant de l'*infaillibilité*. Tout en reprenant à son compte les travaux de certains soviétologues sur l'inadaptation du système soviétique<sup>3</sup>, cette école réfutait la thèse de la *faillibilité*, en argumentant qu'une distinction entre prévision et anticipation s'imposait. Car, si l'on pouvait affirmer que la plupart des soviétologues n'ont pas anticipé sur l'écroulement de l'URSS, il serait, selon eux, abusif de soutenir qu'ils ne l'ont pas du tout prévu<sup>4</sup>.

Les partisans du courant de la *reconstruction critique*<sup>5</sup> reprendront la thèse de la *faillibilité*. Mais à la différence de ses adeptes, ils soutiendront que le plus important désormais est de bâtir une discipline post-soviétique. Et pour ce faire, ils insisteront sur la nécessité de dresser au préalable, un bilan critique de l'ancienne discipline. Sally N. Cumming et Rick Fawn écriront en ce sens qu'il est nécessaire d'expliquer pourquoi et comment la soviétologie s'est trompée dans son évaluation de la nature du système soviétique et de son effondrement. Au risque selon eux, de voir les mêmes pratiques transposées pour l'étude d'un autre phénomène<sup>6</sup>.

De nombreuses recherches ont certes répondu à cet appel<sup>7</sup>. Mais hormis *Politics and Methodology in Soviet Studies* de Alfred G. Meyer<sup>8</sup> et *Science Politique*

2. Voir particulièrement : Martin MALIA, « To the Stalin Mausoleum », in *Daedalus*, vol. 119, n° 4 ; Robert CONQUEST, « Academe and the Soviet Myth », in John H. MOORE (dir.), *Legacies of the Collapse of Marxism*, Fairfax, VA, George Mason University Press, 1994 ; Dominic LIEVEN, « Western Scholarship on the Rise and Fall of the Soviet Regime : The View from 1993 », in *Journal of Contemporary History*, 1994, vol. 29, n° 2, pp. 195-227.
3. Parmi ces soviétologues, on pourrait utilement consulter : Zbigniew I. BRZEZINSKI, « The Soviet System : Transformation or Degeneration ? », in *Problems of Communism*, volume de 1966, pp. 13-15 ; Hélène CARRÈRE d'ENCAUSE, *La gloire des nations ou la fin de l'empire soviétique*, Paris, Fayard, 1990.
4. Voir particulièrement : Michael COX (ed.), *Soviet Collapse and the Post-Communist World ; a Critical Reassessment*, London, Pinter, 1996 ; Seymour Martin LIPSET, « Why didn't we Anticipate the Failure of Communism ? », in John H. MOORE (ed.), *Legacies of the Collapse of Marxism*, Fairfax, VA, George Mason University Press, 1994 ; Richard SAKWA, « Russian Studies : The Fractured Mirror », in *Politics*, 1996, vol. 16, n° 3, pp. 175-186 ; Georges W. BRESLAUER, « In Defense of Sovietology », in *Post-Soviet Affairs*, 1992, vol. 8, n° 3, pp. 197-238.
5. Voir particulièrement : Alexander MOTYL, « The End of Sovietology : From Soviet Studies to Post-Soviet Studies », in MOTYL (ed.), *The Post-Soviet Nations : Perspectives on the Demise of the USSR*, New York, Columbia University Press, 1992 ; William E. ODOM, « Soviet Politics and After : Old and New Concepts », in *World Politics*, 1992, vol. 45, n° 1, pp. 66-98 ; Alfred G. MEYER, « Politics and Methodology in Soviet Studies », in *Studies in Comparative Communism*, 1991, vol. 24, n° 2, pp. 127-136.
6. « From Collapse to Consolidation : Sovietology to Post Soviet Politics », in *The State of the Academy, New Reflections on Political Studies*, edited by Rohit LEKHI, London, Network Press, 1995, pp. 154-167. La citation est prise à la page 143. La traduction est de nous-même.
7. Hormis les bilans évoqués plus haut, voir aussi Alfred G. MEYER, « Observation on the Travails of Sovietology », in *Post-Soviet Affairs*, 1994, vol. 10, n° 2, pp. 191-195.
8. *Studies in Comparative Communism*, 1991, vol. 24, n° 2, pp. 127-136.

et *Politique Internationale : autopsie du rôle des soviétologues dans la confrontation Est/Ouest* de Ntuda Ebodé<sup>9</sup>, il n'y a pas encore, à notre connaissance, une étude systématique sur les différentiels du traitement scientifique de l'URSS, dans leur rapport à la conflictualité Est/Ouest<sup>10</sup>. La plupart des recherches reconstructivistes s'étant limitées à l'aspect méthodologique<sup>11</sup>, cette recherche voudrait combler un vide, tout en proposant une autre orientation. Voilà pourquoi elle enquête d'un point de vue de la science politique sur les principaux modèles interprétatifs appliqués à l'URSS de 1950 à 1990, et se demande si la mutabilité paradigmatique qui en ressort ne s'expliquerait pas par les variations de l'image de l'URSS. D'où, l'intérêt qu'elle accorde aux notions de champ scientifique et d'image de l'ennemi.

### La notion de champ

Davantage développée en sociologie de la science, la notion de champ scientifique varie d'un auteur à l'autre. L'Américain Robert K. Merton<sup>12</sup> par exemple la caractérise par quatre éléments. Le communalisme qui signifie que le savoir scientifique est le résultat d'un effort coopératif, la science étant alors considérée comme un bien public ; l'universalisme qui suggère que toute activité scientifique implique le respect rigoureux de certaines méthodes d'observation et d'interprétation ; le scepticisme organisé qui renvoie à l'abolition de la distinction entre ce qui doit être respecté sans critique et ce qui doit être soumis à l'analyse et le désintéressement, entendu comme un moyen pour contrebalancer toutes les motivations extra-scientifiques des chercheurs, notamment politiques et économiques. Si nous partageons le point de vue de cet auteur sur les trois premières caractéristiques, la quatrième nous semble discutable, principalement parce qu'elle suggère la possibilité d'existence d'une connaissance scientifique dénuée de toute motivation extra-scientifique. La conception du champ scientifique de Pierre Bourdieu présente de ce point de vue un avantage comparatif. Selon lui, un champ en général est un espace de positions structurées et conflictuelles opposant les nouveaux entrants qui cherchent à faire sauter les verrous du droit d'entrée aux dominants qui essaient de défendre le monopole et d'exclure la concurrence<sup>13</sup>. Pour qu'il fonctionne, il faut qu'il y ait des gens dotés de l'habitus, c'est-à-dire

9. *Afrique 2000*, 1997, n°s 27/28, pp. 145-169.

10. Les articles les plus récents en langue française consacrés à l'image de l'URSS ou de ses dirigeants en Occident datent des années soixante-dix. Voir particulièrement Lilly MARCOU, « Staline vu par l'Occident », in *R.F.S.P.*, volume de 1972, pp. 887-907 ; et Reneta BOURNAZEL, « L'image de Lénine en Occident », in *R.F.S.P.*, volume de 1971, pp. 317-337.

11. Fleron et Hoffmann par exemple, dans leur interrogation sur l'incapacité apparente de la soviétologie à prévoir la perestroïka et le postcommunisme, ne se sont attelés qu'à une réévaluation des méthodes traditionnelles, sans tenir compte du contexte socio-politique qui les a vu naître.

12. *Science, Technology and Society in Seventeenth Century England*, Burges, Saint Catherine Press, 1938.

13. *Question de Sociologie*, Paris, Minuit, 1984, p. 113-120.

connaissant et reconnaissant les lois immanentes du jeu, les enjeux du champ et prêts à se lancer dans la compétition. Un champ scientifique est en conséquence cet espace à l'intérieur duquel se déroule le conflit entre nouveaux et anciens scientifiques ; conflit qui, avant d'être politique<sup>14</sup> est d'abord scientifique, c'est-à-dire repose sur une connaissance détaillée de l'histoire, des méthodes, des concepts et des paradigmes de la discipline en question (*habitus*). Le champ scientifique de la science politique pourrait alors être défini comme le domaine dans lequel les politologues luttent pour la description objective, l'explication systématique et rigoureuse, à l'aide d'un vocabulaire précis, des doctrines, des théories, des institutions (structures ou mécanismes) et des actes de l'État, groupe spécifique, facteur du pouvoir, organe d'autorité et source de droit, dans ses rapports dialectiques soit avec la société ou avec les groupes qui s'y constituent, soit avec les autres États, soit enfin avec les individus, en tant que gouvernés, dans leurs rapports avec les gouvernants.

La conception de Bourdieu n'exclut donc pas que des motivations extra-scientifiques puissent influencer le comportement du chercheur et à ce titre, renvoie à la dialectique objectivité/subjectivité en science sociale. Thème récurrent en sociologie de la connaissance, le phénomène de la subjectivité est de ceux qui divisent le plus les spécialistes. Dans son versant marxiste et néo-marxiste, sociologues et sémiologues considèrent que la connaissance se construit à partir de la perspective d'une classe ou d'un groupe, de manière à en reproduire l'idéologie et à en promouvoir les objectifs historiques<sup>15</sup>. En matière de communication politique, Althusser a dans le même sens décrit les idéologies comme des appareils idéologiques d'État servant à produire le consensus, la mobilisation, ou la légitimité.

Si tous les sociologues sont loin d'adhérer à cette thèse du déterminisme historique, ils admettent tout au moins que la connaissance est influencée historiquement et individuellement par l'expérience du groupe ou du sujet connaissant, et socialement par les fonctions qu'elle réalise. De Durkheim à Feuer, Feyerabend, Kuhn, Lakatos et Musgrave dans le domaine de la connaissance scientifique<sup>16</sup> ; à Mannheim et Prieto dans celui des idéologies<sup>17</sup> ; en sociologie classique comme en sociologie marxiste, le processus de

14. Selon Bourdieu, lorsqu'une révolution réussit dans un champ scientifique, c'est-à-dire lorsqu'un nouveau venu réussit à imposer ses nouvelles règles de jeu, il acquiert un capital qui lui donne un crédit et une autorité qu'on peut qualifier de politique.

15. Voir essentiellement : Theodor W. ADORNO, Karl R. POPPER, Ralf DAHRENDORF, Jürgen HABERMAS, Hans ALBERT, Harald PILOT, *De Vienne à Francfort, la querelle allemande des sciences sociales*, Bruxelles, Complexes, 1979 ; Louis ALTHUSSER, *Positions*, Paris, Éditions sociales, 1982 ; Luis J. PRIETO, *Pertinence et pratique*, Paris, Minuit, 1975.

16. Émile DURKHEIM, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, PUF, 1985 ; Lewis Samuel FEUER, *Einstein et le conflit des générations*, Bruxelles, Complexes, 1978 ; Paul FEYERABEND, *Contre la méthode : Esquisse d'une théorie de la connaissance*, Paris, Seuil, 1979 ; Thomas S. KUHN, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 1983 ; Imre LAKATOS, Alan MUSGRAVE, *Criticism and the Growth of Knowledge*, Londres, Presses universitaires de Cambridge, 1970.

17. Karl MANNHEIM, *Idéologie et utopie*, Paris, Rivière, 1956.

la connaissance est généralement considéré comme sélectif, et les représentations de la réalité comme partielles et partiales.

Plusieurs explications ont été données pour expliquer la subjectivité. Les communicationnistes évoquent par exemple l'obligation émanant soit des institutions, soit de la déontologie<sup>18</sup>. La thèse de la propagande considère par contre que la difficulté réside dans la nécessité de diffuser les points de vue officiels, alors que ceux-ci, en tant que représentations de la réalité, sont déjà partiels et partiaux. Ainsi, dans la théorie militaire moderne<sup>19</sup>, l'information étant considérée comme une arme de guerre dont l'usage mal contrôlé peut entraîner la défaite, une analyse sur des acteurs en conflit s'avère sinon impossible, du moins dépendante des fluctuations de l'image de l'ennemi.

### La problématique de l'image

La plupart des recherches sur la notion d'image remonte aux années cinquante. Kenneth Boulding<sup>20</sup> par exemple, qui la fait reposer sur la structure cognitive, affective et évaluative propre à une unité comportementale, y consacre son ouvrage de 1956. Dans un article publié en 1959, il ne se limite plus à la définition du concept d'image, mais tente de l'appliquer au système international<sup>21</sup>. C'est ainsi qu'il la fait dépendre de l'idée qu'un pays se fait de lui-même par rapport à celle qu'il a des nations qui l'entourent. L'image varie donc en fonction de la perception qu'un pays a d'un autre, en tant qu'ennemi ou ami, puissant ou faible.

Suite aux travaux de Boulding, la notion d'image de l'ennemi fera son apparition dans les années soixante. Mais, en concentrant leurs recherches sur la typologie des images, les successeurs de Boulding ont davantage mis l'accent sur la notion d'image de l'ennemi et ses différentes composantes. Le contexte de guerre froide de l'époque sera décisif pour la vulgarisation de telles recherches<sup>22</sup>.

18. Timothy E. COOK, « Domesticating a Crisis: Washington Newsbeat and Network News after the Iraqi Invasion of Kuwait », in W. LANCE, David PALETZ (sous la dir. de), *Taken by Storm: the Media, the Public Opinion, and US Foreign Policy in the Gulf War*, Chicago and Londres, Chicago University Press, 1994.

19. Pour l'évolution de cette théorie au <sup>xx</sup>e siècle, voir le dossier « Les médias dans la guerre », in *Médiaspouvoirs*, n° 23, numéro spécial, 1992.

20. Kenneth BOULDING, *The Image*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1956.

21. Kenneth BOULDING, « National Images and International Systems », in *Journal of Conflict Resolution*, 1959, vol. 3, pp. 120-133.

22. Voir en particulier : U. BROFFENBRENNER, « The Mirror Image in Soviet-American Relations: A Social Psychologist's Report », in *Journal of Social Issues*, 1961, vol. 17, pp. 45-56 ; R.K. WHITE, « Images in the Context of International Conflict », in *International Behavior: A Social-Psychological Analysis*, edited by H.C. KELMAN, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1965 ; O. HOLSTI, « Cognitive Dynamics and Images of the Enemy », in *Enemies in Politics*, edited by FINLEY D., O. HOLSTI and R. FAGEN, Chicago, Rand McNally, 1967, pp. 25-96 ; M. COTTAM, *Foreign Policy Motivation: A General Theory and a Case Study*, Pittsburgh, P.A., University of Pittsburgh Press, 1977.

Malgré leur abondance cependant, les travaux sur l'image de l'ennemi se sont surtout concentrés dans deux domaines. Dans le but d'étudier le processus décisionnel de l'ennemi, ou d'examiner son incidence sur les décisions à prendre, certains ont privilégié le champ de la psychologie cognitive<sup>23</sup> et d'autres le domaine des relations internationales<sup>24</sup>. En axant ainsi leurs travaux sur l'influence de l'image sur les actes des gouvernants, les recherches dont nous venons de faire état se sont essentiellement placées dans le champ politique.

Par contre, en prenant le champ scientifique pour point de départ, notre recherche voudrait examiner l'incidence de l'image de l'ennemi sur la production scientifique. Elle s'interroge sur le fait de savoir si, en période d'intense conflictualité, comme celle que nous avons vécue de la naissance de la guerre froide à l'écroulement de l'URSS, la perception politique n'influe pas sur la production scientifique.

### Corpus et approches méthodologiques

C'est dans cette perspective, qu'un corpus composé des articles publiés sur l'Union soviétique de 1950 à 1990, dans les revues américaine (A.P.S.R.), britannique (P.S.) et française (R.F.S.P.) de science politique, ont été examinés. À ces trois revues, ont été jointes certaines autres sources auxquelles ces différents articles renvoient, notamment *World Politics*. Toutes les publications de l'intervalle qui nous intéresse, dès lors qu'elles traitent des questions relatives à la science politique, telle que définie en 1948 par les spécialistes réunis à l'UNESCO, et qu'elles ne sont pas des comptes rendus d'ouvrages ou ceux d'autres articles, ont été sélectionnées.

On pourrait nous reprocher le choix des revues de science politique, plus généralistes que celles entièrement consacrées aux études soviétologiques. Mais un choix de cette nature aurait posé des problèmes méthodologiques et scientifiques. Sur le premier point, à la différence des revues de science politique, la plupart de celles consacrées aux études soviétiques n'ont vu le jour qu'après les années 50. Elles ne nous auraient donc pas permis de commencer notre étude à cette date. Pour ce qui est du second point, les revues de soviétologie nous ont semblé susceptibles d'être qualifiées *a posteriori* de recueils militants ; critique qu'on ne saurait adresser à celles de science politique, dont le crédit scientifique, quel que soit le pays, semble indéniable<sup>25</sup>.

23. Voir en particulier : R. JERVIS, « Representativeness in Foreign Policy », in *Political Psychology*, 1986, vol. 7, n° 3, pp. 483-506 ; R. JERVIS, SNYDER, *Dominoes and Banwagons : Strategic Beliefs and Great Power Competition in the Eurasian Rimland*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

24. Voir Richard K. HERRMANN, James F. VOSS, Tonya Y.E. SCHOOLER, Joseph CLARROCHI, « Images in International Relations: An Experimental Test of Cognitive Schemata », in *International Studies Quarterly*, 1997, vol. 41, n° 3, pp. 403-433.

25. Pour ce qui concerne la Revue américaine par exemple, une enquête effectuée en 1964 par Albert SOMIT et Joseph TANEHAUS la fait apparaître comme la revue politique la plus prestigieuse des États-Unis. Cf. *American Political Science : a Profile of a Discipline*, New York, Atherton Press, 1964. p. 91, tableau 15.

Bien que ce corpus puisse laisser penser qu'il s'agira d'une analyse de contenu de type quantitatif, les objectifs que nous nous sommes fixés ne nous le permettent pas. En fait, les articles sont lus non pas pour être découpés en unités de signification, et classés dans des catégories lexicales, sémantiques ou syntaxiques, mais pour leur contenu explicite et implicite, et surtout pour les paradigmes soviétologiques qui les fondent. Organisée de cette manière, l'étude donne l'impression de n'être qu'une simple description. Mais en réalité, notre enquête est aussi thématique, séquentielle et monologique. Thématique parce que tous les auteurs se fondant sur un paradigme, au cours d'une période donnée, sont regroupés en une catégorie d'analyse indépendamment de la revue dans laquelle l'article a été publié. Séquentielle parce que l'enquête insiste autant sur les ruptures paradigmatiques que sur leurs continuités. Monologique enfin, dans la mesure où l'étude tente d'établir une corrélation entre les mutations paradigmatiques et les variations de l'image.

### Périodicité

L'année 1950 se justifie par deux séries de raisons : d'abord elle marque le déplacement de la confrontation Est/Ouest, de l'Europe vers l'Asie. Car, c'est la guerre de Corée déclenchée le 25 juin 1950 qui constitua le premier conflit périphérique par lequel les deux camps allaient dorénavant s'affronter. L'autorisation donnée aux forces américaines conduites par MacArthur de franchir le 38<sup>e</sup> parallèle, pendant la guerre de Corée attestait en effet que l'on était passé de la stratégie du *containment* consistant à endiguer la progression du communisme à celle du *roll back*, proposant de le repousser le plus loin possible<sup>26</sup>. L'année 1950 constitue aussi la date du refus américain de mettre le doigt dans l'engrenage de la guerre nucléaire, comme l'attestèrent la décision du président Truman de ne pas suivre MacArthur sur ce terrain, ainsi que sa décision politiquement risquée, de lui ôter son commandement<sup>27</sup>.

L'année 1950 marque donc à la fois la date de lancement de la croisade anticommuniste et celle de l'exclusion du nucléaire de la catégorie des armes à utiliser dans cette croisade. L'URSS acquiert de ce fait un statut très particulier. Elle est l'ennemie contre laquelle l'utilisation de l'atome pose problème. Parce qu'elle est perçue (image) comme telle, les études occidentales sur elle ne risquent-elles pas d'être biaisées ?

26. L'accord de Truman sur ce point orienta le discours politique des États-Unis pendant toute la décennie, Eisenhower se faisant élire en novembre 1952 sur le thème du *Roll-back*.

27. L'une des interrogations suscitées par la guerre de Corée portait sur l'emploi de l'arme nucléaire préconisé par MacArthur pour frapper le sanctuaire mandchou. Le problème prit une telle proportion que le Premier ministre britannique, Clement Attlee se déplaça spécialement à Washington en décembre 1950, pour dissuader Truman de s'engager dans cette voie. Finalement, celui-ci trancha, non sans courage, en relevant MacArthur de son commandement en avril 1951, alors que la popularité de celui qui était devenu un véritable proconsul dans la région, était à son apogée dans l'opinion publique américaine.



Cela étant, pourquoi 1990 comme date butoir et non pas 1991, moment de l'effondrement de l'URSS ? Tout d'abord, parce c'est le 7 février 1990 que Gorbatchev instaure un régime présidentiel en URSS et se fait élire Président le 15 mars suivant. Par ailleurs, c'est aussi en 1990 que Boris Eltsine part du Parti (juillet 1990) et qu'Edouard Chevardnadzé, en protestation *contre la dictature qui avance*, démissionne (20 décembre 1990). En outre, c'est véritablement 1990 qui marque la fin du conflit Est-Ouest, puisque la date du 16 juillet 1990 pourrait être décrite comme l'équivalent fonctionnel de la capitulation soviétique, au terme de quarante ans de guerre froide. En fait, en acceptant que l'Allemagne unie reste au sein de l'OTAN, l'URSS abandonna une position sur laquelle elle campait depuis le début des années cinquante et qui jouait le rôle de clé de voûte dans l'architecture des relations Est-Ouest. Enfin, 1990 marque aussi la date de proclamation de l'indépendance des deux premiers États soviétiques : la Lituanie le 11 mars et la Fédération de Russie qui, après avoir élu B.Eltsine à la présidence de la République, proclame sa souveraineté le 12 juillet 1990.

En fin de compte, l'année 1990 renvoie à deux événements importants relatifs à notre étude. Elle matérialise (avec l'indépendance de la Russie), la fin de l'URSS en tant qu'entité géostratégique et celle de la guerre froide comme moment de conflictualité symbolique. Ces deux événements qui signifient la victoire des idéaux démocratiques et de l'économie de marché<sup>28</sup>, entraînent une mutation perceptive. Car l'URSS qui n'existe plus cesse d'être un ennemi réel pour l'Occident.

### Problématique, plan d'exploitation et hypothèses

De 1950 à 1990, les relations Est/Ouest ont connu trois phases : la guerre froide, la Détente et la seconde guerre froide. Au cours de la même période, la science politique a connu trois ruptures paradigmatiques. La première provenait de l'incapacité du totalitarisme à rendre compte de l'après Staline ; la seconde, de l'échec du développementalisme à expliquer comment l'URSS deviendra une puissance industrielle avec un seul Parti et la dernière, de l'incapacité du *stratocratism*e à expliquer l'émergence de la société civile et la transformation pacifique du système dans les années quatre-vingt.

Cette dernière rupture a donné lieu à deux types de réaction. Mis à part ceux qui se sont préoccupés des raisons de l'écroulement de l'URSS<sup>29</sup>, l'autre

28. Voir, notamment sur cette question, Leslie HOLMES, *Post-Communism. An Introduction*, Durham, NC, Duke University Press, 1997.

29. Voir particulièrement : Timothy Garton ASH (*Communist Studies and the Social Science : Essays on Methodology and Empirical Theory*, Chicago, Rand McNally, 1969), qui met en exergue le rôle joué par la masse dans l'effondrement de l'URSS, Thomas F. REMINGTON (« Regime Transition in Communist System: the Soviet Case », in *Soviet Economy*, 1990, vol. 21, n° 6, pp. 160-190), qui l'explique par la maturation de nouvelles forces sociales et la crise économico-politique du système, Richard PIPES (« Misinterpreting the Cold War: the Hardliners Had it Right », in *Foreign Affairs*, 1995, vol. 74, n° 1, pp. 154-160), qui évoque l'impact des pressions américaines, et David LANE (« The Gorbachev Revolution: the Role of the Political Elite in Regime Disintegration », *P.S.*, 1996, vol. 44, n° 1, pp. 4-23), qui privilégie le rôle joué par l'élite politique.

tendance s'est surtout intéressée aux raisons des ruptures paradigmatiques. De ce second versant qui seul retient notre attention ici, se dégagent deux principales orientations. La première dont on peut trouver l'essentiel de l'argumentaire dans l'ouvrage de Frederic J. Fleron et Erik P. Hoffmann<sup>30</sup> explique ces ruptures par l'isolement méthodologique dont l'URSS a été l'objet. Selon ces auteurs en effet, en enfermant l'URSS dans des concepts, méthodes et théories spécifiques, on l'a exclue des développements majeurs des autres sciences sociales, dont elle aurait dû bénéficier. Richard Sakwa<sup>31</sup> voit une autre cause dans l'hétérogénéité de la branche. La soviétologie a regroupé des spécialistes appartenant à des domaines différents, aux convictions et aspirations diverses. C'est ainsi qu'à côté des experts de l'Europe de l'Est, on y retrouvait ceux des systèmes communistes comparés, voire des études internationales et stratégiques. C'est ce *melting pot* de champs d'expertise, de convictions et d'aspirations qui expliquerait, selon cet auteur, les inadéquations paradigmatiques dont il est question ici.

Les auteurs ci-dessus mentionnés ne constituent en fait qu'un échantillon. En réalité, la plupart des recherches consécutives aux ruptures paradigmatiques évoquées plus haut se sont limitées aux insuffisances méthodologiques<sup>32</sup>. Le choix de cette orientation se fondait sur deux principales raisons. La première, devenue classique, tenait au fait que la permanence des controverses méthodologiques dans les études soviétologiques en avait fait presque un passage obligé pour y accéder<sup>33</sup>. La seconde se fondait par contre sur un *a priori* épistémologique : l'activité scientifique serait autonome dans son fonctionnement, libre dans ses orientations et désintéressée dans ses objectifs.

Confronté à la réalité, cet *a priori* pose problème. Certes, la méthode détermine le résultat de l'activité scientifique, mais le contexte socio-politique, dans certains cas, l'influence aussi. En fait, toute production scientifique survient dans un contexte socio-politique particulier qui prédispose plus à certains sujets qu'à d'autres, et dans certains cas fixe les orientations.

Peut-on dès lors, expliquer les évolutions scientifiques sans tenir compte de l'état de la société qui les a consacrées ? L'on sait par exemple que le contre-courant révisionniste des années soixante-dix aux États-Unis, et les appels à un retour du modèle totalitaire, provenaient de l'échec de la Détente imputé à l'URSS<sup>34</sup>. De même, l'émergence du paradigme de la société civile contre l'État,

30. F.J. FLERON et E.P. HOFFMANN, *op. cit.*

31. « Russian Studies: The Fractured Mirror », in *Politics*, 1996, vol. 16, n° 3, pp. 175-186.

32. Voir Philip G. ROEDER, *Red Sunset: the Failure of Soviet Power*, Basingstoke, Macmillan, 1993.

33. L'on peut dire que la soviétologie a essentiellement été marquée par les querelles d'école. Voir par exemple la virulente critique de John H. KAUSTY sur les systèmes communistes comparés. Cf. « Comparative Communism versus Comparative Politics », in *Studies in Comparative Communism*, 1973, vol. 6, n° 1/2.

34. Voir particulièrement Richard SAKWA, « Russian Studies: The Fractured Mirror », *op. cit.*, p. 177. En ce qui concerne les partisans du retour du paradigme totalitaire à cette époque, voir en particulier William E. ODOM, « A Dissenting View on the Group Approach to Soviet Politics », in *World Politics*, 1976, vol. 28.

abondamment développé dans les années quatre-vingt, provenait-elle du choc causé en Occident par l'intervention soviétique à Prague, en 1968, pour mettre fin au socialisme à visage humain<sup>35</sup>.

Vue sous cet angle, la production scientifique apparaît comme l'acte par lequel le sujet connaissant se positionne dans son environnement social, appréhende le monde et l'univers à travers les réseaux sociaux dont il fait partie, et apprend qu'il a une place à conquérir ou à préserver dans la société où il vit. Par rapport à notre problématique, cette série d'observations nous amène à l'hypothèse suivante : la production scientifique est fonction de la perception du sujet connaissant, sur l'objet de connaissance. Plus cette perception est négative, moins l'objet de connaissance est objectivé. C'est souvent le cas lorsqu'un acteur A, mène une recherche sur un acteur B, avec qui il se trouve en conflit ouvert ou dissimulé. Lorsqu'il en est ainsi, cet influx du champ perceptif sur le champ scientifique est de nature à rendre compte aussi bien des choix paradigmatiques que des crises qui les marquent.

Si cette proposition est fondée, on pourrait s'attendre à ce qu'il y ait, non seulement une corrélation entre l'image de l'URSS, le choix des paradigmes et le traitement scientifique dont elle a été l'objet à chacune des trois phases mentionnées plus haut, mais aussi à ce que les mutations paradigmatiques survenues au cours de ces mêmes périodes résultent de l'inadéquation de ces paradigmes sur la réalité.

Cette considération amène logiquement à un argumentaire à trois volets : alors que la guerre froide expliquerait l'émergence du totalitarisme et la première rupture paradigmatique, la Détente rendrait compte de l'avènement du développementalisme et de la seconde rupture paradigmatique.

Quant à la fin de la Détente et à la naissance de la deuxième guerre froide, elles expliciteraient l'émergence du modèle stratocratique, le retour en force du totalitarisme et le déclenchement de la troisième rupture paradigmatique de la fin des années quatre-vingt.

Ces trois moments constitueront l'ossature de cette recherche.

## **I – La guerre froide, l'URSS, le paradigme totalitaire et la première rupture paradigmatique**

Comment la guerre froide explique-t-elle l'émergence du totalitarisme et la première rupture paradigmatique ? Nous répondrons à cette question en trois étapes. Un premier point portera sur la guerre froide, un second sur les études soviétiques en Occident avant la guerre froide ; le dernier point examinera le paradigme totalitaire et la première rupture.

35. Voir sur cette question : Andrew ARATO, « Civil Society against the State, Poland 1980-81 », in *Telos*, 1981, vol. 47 ; Vaclav HAVEL, « The Power of the Powerless », in Vaclav HAVEL et al., *The Power of the Powerless*, London, Hutchinson, 1985 ; Adam MICHNIK, *Letters from Prison and Other Essays*, Berkeley, California University Press, 1986.

## A — La guerre froide : un concept polysémique

Trois versions s'opposent sur l'origine de la guerre froide. Certains soutiennent qu'elle commence en 1917 avec la révolution soviétique et l'intervention des puissances occidentales, d'autres trouvent sa source à Hiroshima et une troisième version fixe son origine en 1947-48<sup>36</sup>. Dans le cadre de cette étude, les deux premières versions ne nous intéressent pas. Certes, la première, en argumentant que c'est en 1917 que pour la première fois, deux conceptions idéologiques se disputent l'organisation du monde ; et la deuxième, que les bombardements d'Hiroshima après la capitulation du Japon visait plus à impressionner l'Union soviétique qu'à mettre fin à la guerre, sont aussi pertinentes l'une que l'autre. Mais elles semblent constituer plus des signes précurseurs que la guerre froide proprement dite. Puisque l'on ne saurait parler de guerre sans une logistique planifiée, organisée et établie pour cette fin ; condition que seule la dernière version semble remplir.

En effet, l'ancien ordre mondial, dominé par les puissances européennes s'étant écroulé avec la Deuxième Guerre mondiale, un nouveau système, caractérisé par le remplacement de la Société des Nations par l'Organisation des Nations Unies et par l'entrée en force des États-Unis et de l'Union soviétique dans la gestion des grands dossiers mondiaux s'était mis en place. En 1946, quand des dissensions apparurent entre les deux principaux animateurs du camp des Alliés, et face aux offensives soviétiques, les États-Unis répliquèrent en février 1947, lorsque, suite au retrait britannique de Grèce et de Turquie, le président Truman s'opposa aux avancées soviétiques.

Le plan Marshall confirmera cette détermination du Président américain quelques semaines plus tard. Après le refus de l'Union soviétique et de la plupart de ses satellites, le gouvernement de coalition tchécoslovaque<sup>37</sup> est renversé en 1948 par un coup d'État orchestré par les communistes avec l'appui de Moscou. Ce deuxième signe de l'offensive soviétique avait été précédé par la réorganisation du *Komintern*. Puis, commença la dénonciation du plan Marshall. Finalement, quand pour administrer le Plan Marshall, fut créée l'OECE, l'URSS répliqua par le *COMECON*.

La naissance de structures autres que celles prévues par l'ONU et, qui plus est, apparaissaient comme la matérialisation du conflit issu des divergences entre les deux principaux vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, signifiait que la première phase de l'après deuxième guerre s'était achevée et que la

36. La première version est d'André FONTAINE, *Histoire de la Guerre Froide*, Paris, Fayard, 1983 ; la seconde de Frédéric E. CLAIRMONT dans son article « une Guerre Froide qui commence à Hiroshima », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir, n° 26, p. 42 et la troisième de Jacques HUNTZINGER, *Introduction aux Relations Internationales*, Paris, Seuil, 1987.

37. Le seul en Europe de l'Est à n'être pas encore entièrement contrôlé par les communistes et qui, de plus, avait accepté le plan d'aide économique américain.

guerre froide venait de commencer. C'est à ce moment aussi que les publications faites sur l'URSS changèrent d'orientation, marquant ainsi son entrée dans le modèle totalitaire<sup>38</sup>.

## B — L'URSS dans les universités occidentales avant le déclenchement de la guerre froide

Les États-Unis ayant été le principal adversaire occidental de l'URSS, nous nous limiterons à ce pays pour examiner cette question. Dans cette perspective, nous distinguerons deux périodes : avant la Deuxième Guerre mondiale et pendant et après la guerre.

### 1. Les études russo-soviétiques aux États-Unis avant la Deuxième Guerre mondiale

En dépit de la longue et amicale histoire des relations russo-américaines, notamment pendant la Révolution américaine et la guerre civile qui s'ensuivra, la Russie resta à la périphérie des intérêts intellectuels américains. En fait, ce n'est qu'en 1941, l'année même où les États-Unis et l'Union soviétique devinrent des alliés de guerre, que naquit la première Revue américaine consacrée à la Russie : *The Russian Review*. Avant cette date, il n'existait pratiquement en langue anglaise aucune publication de cette nature. *The Slavic and East European Review*, appelée plus tard *Slavic and East European Review*, n'était que partiellement consacrée à l'URSS. La bibliographie sur la Russie couvrant les arts et les sciences humaines n'existait presque pas<sup>39</sup>. Avant *Pearl Harbor*, une seule université américaine acceptait d'enseigner des questions relatives à la Russie, et moins d'une douzaine offraient des cours de langue. Vers la fin de la guerre, bien qu'il y ait eu une tendance à l'augmentation des institutions diffusant cette langue, il n'en demeurerait pas moins que dix-sept universités seulement enseignaient des questions relatives à l'Union soviétique outre l'Histoire, la Langue et la Littérature. Mais, parmi ces dix-sept, une seule se consacrait à l'étude de l'économie soviétique, et il est à noter que dans les catalogues des universités du calibre de *Princeton* ou de *Johns Hopkins* ne figurait même pas le terme russe, ni soviétique. En vérité, jusqu'au milieu des années quarante, il manquait encore aux États-Unis un plan d'attaque global susceptible de présenter une image intelligible et complète de la société russe. La Révolution communiste n'ajouta donc, aux barrières géographiques traditionnelles, que des entraves idéologiques.

38. Voir particulièrement sur ce changement de cap les analyses de Lilly MARCOU, dans « Staline vu par l'Occident », *op. cit.*, p. 893 ; et celles de Jean Paul BRUNET, « Socialisme et bolchevisme : l'image de la révolution d'octobre et de l'Union soviétique chez les socialistes français en 1956 », in *R.F.S.P.*, volume de 1989, pp. 700-715.

39. *Russian Studies*, volume de 1950, préface.

## 2. L'émergence des études soviétiques aux États-Unis et la question du partenariat

La conjoncture internationale laissait donc peu de choix aux Américains. Une fois le constat du retard établi, il fallut se lancer dans les études soviétiques, et c'est le *New York Herald Tribune* qui, fin 1944, déclencha le mouvement en publiant une série d'articles sur le thème générique de *The Study of Russia in the United States*. Les initiateurs du projet estimaient que le peu de connaissances des Américains sur leurs voisins pourrait être catastrophique pour l'avenir du pays d'une part, et d'autre part qu'il était erroné de méconnaître les avantages économiques de telles études<sup>40</sup>.

Ernest J. Simmons, professeur de littérature russe à la Cornell University met en relief cet aspect économique, lorsqu'il souligne en 1944 qu'il est probable que 140 millions d'Américains cohabitent avec 200 millions de Soviétiques dans le monde de l'après-guerre. Trois fois mieux armé sera celui qui comprendra le passé de son voisin, son mode de vie présent et quelque chose sur ses futures espérances<sup>41</sup>. Ernest Ropes<sup>42</sup> abondant dans le même sens, regrette tout simplement que les Américains, contrairement aux Européens, n'aient pas assez investi en Russie. Sa conclusion sur son espérance est sans équivoque : « nous, ici aux États-Unis, nous attendons et espérons que les liens commerciaux et militaires noués pendant la guerre continueront quand la paix sera rétablie ». Si ces auteurs insistent sur l'aspect économique, John N. Hazard<sup>43</sup> mettra l'accent sur la dimension géopolitique dans son article de 1946 : « Nous, Américains, écrira-t-il, sommes à l'aube d'une époque au cours de laquelle l'Union soviétique jouera un rôle majeur. Notre situation exige que nous connaissions nos voisins. »

Le déclenchement de la guerre froide dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale et le maccarthysme plus tard, ne permettront donc pas que soient atteints ces objectifs. En effet, en refusant le partenariat politique, économique et militaire offert par l'Occident, l'URSS devint un ennemi et son entrée dans le modèle totalitaire s'ensuivit.

40. Répondant à cet appel, la bibliothèque du Congrès, la Fondation Rockefeller, l'American Council of Learned Society, l'American Russian Institute et quelques universités entamèrent à la fin des années quarante des recherches sur la Russie soviétique.

41. Éditorial du *New York Herald Tribune*, cité par Ernest J. SIMMONS, « An American Institute for Slavic Studies », in *New York Herald Tribune*, 30 décembre 1944.

42. Ernest C. ROPES, « Scholarship and Trade », in *New York Herald Tribune*, 28 décembre 1944. Joseph BARNES reprenant la même idée affirme qu'il n'existe aucun obstacle théorique pouvant empêcher le commerce entre Soviétiques et Américains. Cf. « The Study of Russian in the United States. The Cost of Ignorance », in *New York Herald Tribune*, 27 décembre 1944.

43. « Soviet Domestic Policy in the Postwar World », in. A.P.S.R., volume de 1946, p. 80.

## C — L'URSS, le paradigme totalitaire et la première rupture paradigmatique

Dans un premier point nous parlerons du paradigme totalitaire, dans un second de la première rupture paradigmatique.

### 1. Le paradigme totalitaire

Le terme totalitarisme apparut en premier lieu dans les écrits et les discours italiens sous le règne de Mussolini. Ceux qui l'utilisaient à cette époque, bien que le concept n'eût pas un contenu précis, lui donnaient une dimension positive. Pour être utilisé en science, il eût fallu préciser ses contours. Après que l'*American Philosophical Society* l'ait adopté comme thème central de son congrès de 1940, l'écroulement des régimes fascistes et nazis et surtout le témoignage des rescapés du génocide des Juifs amènent Hannah Arendt à se pencher sur les origines du phénomène totalitaire dès la fin de la guerre.

Née le 14 octobre 1906, Arendt est philosophe de formation. Elle a obtenu son doctorat à l'Université de Heidelberg avant l'âge de 23 ans, après avoir étudié la phénoménologie de Martin Heidegger et l'existentialisme de Karl Jaspers. Allemande et Juive, elle se retrouve face aux pogroms nazis d'avant la Deuxième Guerre mondiale. Bien que promise à une carrière universitaire, Arendt opte pour autre chose quand, au début des années trente, des circonstances historiques l'amènent à s'engager dans le mouvement sioniste. En 1933, elle part pour la France où elle passera plusieurs semaines, incarcérée dans les camps de concentration juifs sept ans plus tard. En 1941, elle s'embarque avec son second mari Heinrich Blucher pour les États-Unis dont elle obtient la nationalité en 1951.

Son livre, *The Origins of Totalitarianism*, terminé en 1949, (date significative, car non seulement à cette époque les Soviétiques cessent d'être les alliés des Américains, mais aussi, cela fait tout juste un an que Staline a commencé à prendre des mesures contre les Juifs)<sup>44</sup>, est publié l'année où elle trouve en l'Amérique sa nouvelle patrie.

L'ouvrage, par rapport à la question qui est la nôtre ici, nous paraît fondamental. Car au-delà du contexte que nous venons de rappeler, il est intéressant de souligner qu'Arendt, après avoir montré les similitudes entre nazisme et stalinisme et classé les deux dans la même catégorie conceptuelle, indique leurs traits caractéristiques : une idéologie officielle, un parti unique ayant à sa tête une personne unique, une police terroriste, un monopole des moyens de communication, des armes et une économie centralisée.

44. Henri CHAMBRE, « La déstalinisation en URSS », in R.F.S.P., volume de 1956, p. 776.

Phénomène présenté comme entièrement nouveau puisque l'étendue du contrôle qu'il est susceptible de réaliser sur une société atomisée est sans précédent, cette nouveauté divise cependant les auteurs. Alors que K. Wittfogel par exemple trouve des points identiques entre stalinisme et despotisme oriental<sup>45</sup>, R. Aron pense que seul le totalitarisme se caractérise par une volonté de changement du Parti révolutionnaire et une idéologie d'inspiration rationaliste<sup>46</sup>. En outre, le totalitarisme est considéré comme opposé à la pensée libérale et progressiste héritée du XIX<sup>e</sup> siècle. Deux traits supplémentaires seront ajoutés plus tard : l'expansionnisme et le contrôle politique de l'appareil judiciaire.

Un système semblable maintient dans la société une très grande tension et a pour conséquence de rendre les changements difficiles. Dès lors, l'on ne peut envisager que deux issues : ou bien un durcissement du totalitarisme, ou bien un effondrement dans la violence. Si ce modèle est appliqué à l'URSS presque à l'unanimité, de 1950 à 1953<sup>47</sup>, ce ne sera plus le cas après le décès de Staline. En fait, contrairement aux prévisions, il n'y a eu, après la disparition de Staline, ni aggravation du totalitarisme, ni effondrement dans la violence. C'est cette infirmation du modèle qui débouchera sur la première mutation paradigmatique.

## 2. La première mutation paradigmatique

Par mutation paradigmatique, nous entendrons un processus d'invalidation des concepts anciens et des discours dépassés, en même temps que s'élabore une nouvelle orientation scientifique. C'est un processus analogue que les mutations survenues en URSS suite au décès de Staline vont déclencher. Car, en révélant le caractère inadapté du modèle totalitaire, elles susciteront une série de questions, dont notamment : même au paroxysme du stalinisme, le chef du Kremlin pouvait-il tout contrôler et tout savoir ? Ne demeurerait-il pas des zones où se déroulait une vie politique autonome ? La Kremlinologie, en ramenant toute la vie politique soviétique aux rivalités de quelques hommes, n'avait-elle pas conduit à un manque de perspective et empêché une compréhension réelle et profonde de l'évolution du système dont elle prétendait rendre compte ?

Nous rendrons compte de cette première rupture en deux moments. Dans un premier temps, nous exposerons les points de vue des détracteurs et des défenseurs du totalitarisme et dans un second, nous analyserons la réémergence du modèle bureaucratique.

45. C'est-à-dire, un gestionnaire unique du travail : l'État ; une classe privilégiée unique : la bureaucratie et des antagonismes sans lutte de classes au sens occidental du terme.

46. *Traité de Science Politique*, Paris, PUF, 1985, p. 118.

47. NTUDA EBODÉ, « Science Politique et Politique internationale », in *Afrique 2000*, op. cit., pp. 146-148.



### a. Pro et anti-totalitarisme d'après la mort de Staline

Alexander J. Groth<sup>48</sup>, sera l'un des tout premiers à porter cette critique dans les revues de science politique. Selon lui, le modèle totalitaire appliqué à l'URSS a échoué parce qu'il a mis dans le même sac des régimes très différents. D'où son interrogation : « Si la prophétie est visiblement demeurée inaccomplie pour ce qui concerne la Russie soviétique, ne pourrions-nous pas attribuer son échec à la méthode sous-jacente de la prédiction ? »

S'étant alors engagé dans l'étude comparée des trois systèmes (le nazisme, le fascisme et le stalinisme), que les pères fondateurs du modèle totalitaire avaient classés dans la même catégorie, Groth conclut que ce modèle était trop statique pour parvenir à quelque prédiction que ce soit, d'où son échec. Milton Lodge<sup>49</sup>, soutiendra dans la même perspective que considérer l'URSS comme un système totalitaire, loin d'être une réalité, constituait un mythe.

Face à ces interrogations, les partisans du totalitarisme ne baissèrent pas les bras. Les premiers à se manifester furent Friedrich et Brzezinski dont l'ouvrage publié en 1956<sup>50</sup>, soutenait qu'en l'absence d'institutions susceptibles de limiter les abus des dirigeants, rien ne garantissait la fin d'un retour à la terreur en URSS. Pour sa part, Robert C. Tucker<sup>51</sup>, reprenant à ces deux auteurs le concept de personnalité autoritaire, trouve l'explication des changements introduits par les nouveaux dirigeants du Kremlin, dans la différence des deux personnalités : Staline aurait eu une personnalité plus autoritaire que Khrouchtchev. D'où sa notion de totalitarisme sans terreur appliquée au début du règne de ce dernier.

Plusieurs logiques motivaient l'argumentaire des défenseurs du totalitarisme. Si Friedrich et Brzezinski n'admettront pas que d'autres structures institutionnelles que les élections, la libre expression des idées, le pluralisme des groupes et des centres de pouvoir pouvaient limiter les dirigeants et éviter qu'ils n'abusent de leur puissance, c'est parce qu'ils recherchaient plutôt des indices de l'occidentalisation de l'URSS. Ainsi, au lieu de l'analyser ici et maintenant, leur préoccupation devint l'exposé de qu'ils auraient voulu qu'elle fût. Par contre, en insistant sur le rôle de la personnalité du dictateur, Tucker voulut résoudre le problème qu'avaient posé au modèle totalitaire ces premiers changements du régime soviétique. Avec le concept de totalitarisme sans terreur, sans abandonner celui de totalitarisme, on en modifiait le contenu à mesure que la réalité se transformait. En l'élevant au-dessus de la réalité

48. « The ism in Totalitarianism », in *A.P.S.R.*, volume de 1964. La citation est tirée de la p. 888. La traduction est de nous.

49. « Soviet Elite Participatory Attitude in the Post-Stalin Period », in *A.P.S.R.*, volume de 1968, pp. 827-839.

50. *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, Harvard, Harvard University Press, 1956.

51. « The Dictator and Totalitarianism », in *World Politics*, volume de 1965, p. 583.

pour en faire un idéal type, d'autres auteurs comme W. Welch<sup>52</sup> ou R. Aron<sup>53</sup> se refuseront à toute affirmation soutenant que le totalitarisme, tel qu'il fut décrit théoriquement, existait ou avait existé dans la réalité. Cependant, ils admettront que certains régimes ont tendu vers cette perfection, s'en approchant à des degrés divers. R. D. Laird apporta une autre innovation en parlant d'un totalitarisme mûrissant. La relative modération qu'on observa après Staline s'expliquait selon lui par le vieillissement de l'équipe dirigeante ; d'où la notion de mûrissement<sup>54</sup>.

On s'aperçoit donc que les héritiers d'Arendt ne désarmèrent pas, mais les arguments qu'ils apportèrent pour défendre leur modèle, loin de montrer en quoi ils correspondaient à la réalité qu'ils décrivaient, analysaient plutôt les origines des mutations soviétiques. C'est alors que le modèle bureaucratique, jadis marginalisé, revint en force.

#### b. La réémergence du modèle bureaucratique

L'analyse de l'URSS en termes de bureaucratie était plus ancienne que celle du modèle totalitaire. En effet, c'est Trotsky qui, en rapport à son analyse du caractère dégénéré de l'État soviétique et de la nécessité d'une nouvelle révolution politique, commença à en parler abondamment<sup>55</sup>. Le terme lui-même exprime le degré de cristallisation, d'ossification, d'autonomisation et de parasitisme de cette nouvelle couche soviétique qui rend indispensable l'utilisation de méthode révolutionnaire pour la renverser et mettre fin à ses privilèges. Loin donc d'être la marque d'une rationalisation au sens weberien du terme, la bureaucratie soviétique assimilée à une caste est selon Trotsky, une dégénérescence de l'État stalinien :

Nous appelons fréquemment la bureaucratie soviétique une caste, soulignant ainsi son caractère fermé, sa domination arbitraire, et l'arrogance d'une couche dirigeante qui considère ses progénitures comme nés des lèvres divines de Brahma, tandis que les masses populaires ont leur origine dans les parties vulgaires de son anatomie. Mais il est évident que cette définition n'a pas un caractère strictement scientifique. Sa supériorité relative réside dans le fait que le caractère improvisé du terme est clair pour tous, puisqu'il ne viendra à l'esprit de personne d'identifier l'oligarchie de Moscou avec la caste hindoue des Brahmanes<sup>56</sup>.

52. « The Totalitarian : the Standard Critique Revised », in *The Rocky Mountain Social Science Journal*, volume de 1973, pp. 62-64.

53. *Les dernières années du siècle*, Paris, Julliard, 1984, p. 127.

54. « Some Characteristics of the Soviet Leadership System : a Maturing Totalitarian System », in *Midwest Journal of Political Science*, volume de 1966, pp. 29-45.

55. *La Révolution Trahie*, Paris, Minuit, 1963. Mais c'est Lénine qui, selon Walter LAQUEUR, commença dès 1922 à stigmatiser le danger bureaucratique. Cf. « De A À Z : les mots-clés du communisme », in *Géopolitique*, n° 26, p. 22.

56. Michael Lowy, « La bureaucratie stalinienne comme « état » (stand) social : considérations à partir de Rakovsky et Trotsky », in *Les interprétations du Stalinisme*, Congrès de l'Association Française de Science Politique des 22, 23, et 24 octobre 1981.

La plupart des analyses de l'URSS en termes de bureaucratie s'inspirèrent plus ou moins de cette approche trotskiste ; elles soutinrent souvent que, contrairement à l'occidental, conséquence de la rationalisation croissante de la société, le modèle bureaucratique soviétique était une dégénérescence. Il évoquait le monolithisme, la hiérarchie, l'impulsion à partir d'un centre unique ou la stricte répartition des fonctions, tous ces traits se retrouvant à la fois dans le système de gestion soviétique et dans l'ensemble des secteurs de l'activité sociale.

Allen Kassof ne considéra pas l'URSS comme une bureaucratie, mais comme une société administrée<sup>57</sup>. Le concept de société administrée avait pour rôle de montrer que le totalitarisme pouvait exister sans la terreur ; plus précisément encore, que la société soviétique, loin de donner naissance à une alternative, y demeurerait soumise, mais sous des formes de plus en plus subtiles.

Alfred G. Meyer<sup>58</sup> qui posa le problème en termes de bureaucratie rejeta à la fois l'évolution de l'URSS vers une société ouverte et sa stagnation dans les cadres des analyses totalitaires. Il la considéra plutôt comme un ensemble de bureaucratie couvrant tous les secteurs de l'activité sociale. À la différence des systèmes occidentaux où existaient des champs autonomes, rien n'échappait, en Union soviétique, à la bureaucratie et à la bureaucratisation. Le phénomène étant ici universel.

Carl Beck<sup>59</sup>, en soutenant en 1963 que la théorie classique de la bureaucratie était une théorie du développement politique dans laquelle l'organisation de type bureaucratique marquait le passage à une autorité de type rationnel-légal et à un type de gestion sociale territorialisé, s'opposa à cette analyse. Certes, soutint Beck, dans les pays socialistes, des changements s'étaient produits dans les secteurs cruciaux (élite, administration, doctrine), qui auraient pu mener, selon la logique de la théorie de la bureaucratie, à l'apparition d'un système bureaucratique. Mais ils avaient été absorbés sans pour autant créer un système d'administration bureaucratisé. La théorie classique de la bureaucratie, pensait Beck, tenait trop peu compte de l'environnement. Elle sous-tendait un développement autonome du système bureaucratique qui ne pouvait être supposé en Europe orientale où l'environnement politique jouait un rôle primordial. Le changement pouvait dès lors s'effectuer différemment de ce que laisserait prévoir l'application du modèle weberien.

57. « The Administered Society: Totalitarianism Without Terror », in *World Politics*, volume de 1964, p. 558.

58. « The Comparative Studies of Communist Political System », in Frederic J.Jr. FLERON (ed.), *Communist Studies and Social Science: Essays on Methodology and Empirical Theory*, Chicago, Rand McNally, 1969, p. 190.

59. « Bureaucracy and Political Development in Eastern Europe », in Joseph G. La PALOMBARA (ed.), *Bureaucracy and Political Development*, Princeton University Press, 1963, pp. 268-300.

Paul Hollander<sup>60</sup> soutint le même point de vue. Selon lui, le rapprochement que le concept de bureaucratie permettait de faire entre l'Est et l'Ouest était absurde, dans la mesure où l'existence des bureaucraties dans les deux camps ne pouvait faire oublier qu'elles étaient d'essence différente, essentiellement à cause de la totale politisation des bureaucraties socialistes. Il vit d'autres différences dans leur processus d'apparition. La bureaucratie occidentale apparut comme la consécration d'un processus de modernisation puisqu'elle fut l'instrument d'une autorité légale rationnelle, s'opposant à celle des pays socialistes, plutôt manifestation de la volonté de contrôle.

T.H. Rigby<sup>61</sup> qui posa le problème en termes organisationnels parvint cependant à une conclusion presque identique. Il partit de l'une des critiques essentielles faites au modèle totalitaire et qui était de ne pas pouvoir rendre compte des phénomènes de changement. Puis, il classa les diverses sociétés humaines en fonction du mode de coordination de l'activité sociale qui y prédominait. Au départ, on rencontrait les sociétés traditionnelles où le mode de coordination était la coutume. Ensuite venaient les sociétés de marché où le contrat était l'élément essentiel. Enfin, les sociétés organisationnelles où c'étaient les ordres et règlement donnés qui assuraient la cohérence de l'activité sociale. L'URSS qui, dans les années vingt, était encore une société de marché était devenue, à partir du moment où elle avait commencé à s'engager dans la voie de la planification organisée, une société organisationnelle, dirigée à partir d'un centre unique<sup>62</sup>.

C'est dans le sillage de ces analyses que se situa aussi l'article de John A. Armstrong<sup>63</sup>. S'il ne fit pas de différence entre administration, bureaucratie et organisation, son objectif sembla être cependant de montrer que l'URSS était une bureaucratie sous-développée. C'est dans cette optique qu'il mène en 1965 une enquête auprès des responsables administratifs européens ayant été en contact avec les dirigeants soviétiques, afin de faire une analyse comparée des dysfonctionnements des deux systèmes administratifs. Mais le modèle européen fut d'emblée posé comme le type idéal d'une société politiquement et économiquement moderne. Dès lors, il expliqua les différences entre les administrations soviétique et européenne en termes de retard. C'est parce que, soutint-il, l'URSS était encore en voie d'industrialisation et de modernisation qu'il y avait ces décalages. Pareillement, les similitudes furent analysées comme

60. « Politized Bureaucracy: the Soviet Case », in *Newsletter on Comparative Studies of Communism*, volume de 1971, pp. 13-22.

61. « Traditional Market, Organizational Societies and the USSR », in *World Politics*, volume de 1972, pp. 433-453.

62. Continuant dans la même voie, Rigby a, en 1972, qualifié l'URSS de société mono-organisationnelle, terme qui lui paraissait moins exclusif de l'idée de changement que ceux de totalitarisme ou de bureaucratie. Le concept de société organisationnelle ou mono-organisationnelle implique l'idée d'une société plus moderne que celui de bureaucratie.

63. « Sources of Administrative Behavior: some Soviet and Western European Comparisons », in *A.P.S.R.*, volume de 1965, pp. 645-655.

des rattrapages. On se trouvait donc face à un modèle d'analyse développementaliste unilinéaire où, comme l'aurait certainement soutenu Balandier<sup>64</sup>, Armstrong, non seulement niait au peuple soviétique le droit à la bifurcation, mais aussi procédait à l'évaluation du chemin parcouru par l'URSS dans sa quête d'occidentalisation.

Par rapport à notre premier point, il semble donc se dégager d'une part, l'existence d'une simultanéité entre la mutation perceptive faisant de l'URSS un ennemi et la catégorisation scientifique qui en fit un régime totalitaire. On s'aperçoit d'autre part que la crise du paradigme totalitaire et le retour du bureaucratique furent consécutifs à la mutation perceptive issue de la disparition de Staline. Du passage ayant conduit du totalitarisme à la bureaucratie enfin, il se dégage que si progressivement, l'on est passé, des concepts chargés de valeur à d'autres qui l'étaient moins<sup>65</sup>, les analyses en termes bureaucratiques, qui d'une certaine manière sortirent l'URSS de l'isolement dont elle fut l'objet avant le décès de Staline, servirent surtout de supplément d'âme au modèle totalitaire.

En effet, la dévaluation du système soviétique et la volonté de lui imposer une orientation à suivre ou d'évaluer le chemin parcouru vers l'Occident, l'idéal type, restèrent intactes. Ces données confirment autant la thèse qui fait du processus de connaissance un phénomène sélectif, que celle qui considère que tout acteur perçoit son environnement à la fois, en fonction de sa culture, de son idéologie et de l'image qu'il se fait de son rôle en fonction de son expérience. Le second point confirmera-t-il cette tendance ?

## **II – La Détente, l'URSS, le paradigme développementaliste et la seconde rupture paradigmatique**

Cette deuxième partie examine comment la Détente explique l'avènement du développementalisme et la seconde rupture paradigmatique des années soixante-dix. Dans un premier point donc, nous traiterons de la Détente ; un second sera consacré au paradigme développementaliste et un troisième à la seconde rupture paradigmatique.

64. « Cette manière de voir implique un déterminisme technico-économique simpliste et un « politico-centrisme » fort vulnérable. Elle adhère (...) à un évolutionnisme unilinéaire, qui condamne les sociétés en développement à répéter les processus ayant assuré le progrès de certaines des sociétés aujourd'hui « avancées ». Elle leur dénie la possibilité de faire naître des sociétés et des économies inédites. Cette théorie présente le processus de développement comme un phénomène répétitif et de validité universelle ». Cf. Georges BALANDIER, *Sens et Puissance*, Paris, PUF, 1986, p. 117.

65. Jean-Guy COLLIGNON, « La soviétologie, de l'isolationnisme au comparatisme », in *R.F.S.P.*, volume de 1976, pp. 445-485.

## A — La Détente et l'émergence d'une URSS partenaire

Après une période de tension (guerre froide), la Détente désigna dans les relations Est-Ouest la tendance à un rapprochement des points de vue et au dialogue. Commencée en 1963, après la crise des missiles de Cuba de 1962, elle atteignit son apogée en 1975, avec la tenue de la Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe (Conférence d'Helsinki), et prit fin au début des années quatre-vingt, avec l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge, et surtout la crise des Euromissiles.

Période contrastée, la Détente consista, du point de vue des Relations Internationales, à formaliser la zone de convergence née de la guerre froide autour de quatre constats dont l'obtention des résultats déboucha sur l'instauration d'un condominium américano-soviétique, destiné à soumettre à l'ordre des grandes puissances les désordres naturels affectant la structure du système international. D'abord, la définition de l'étendue de la nécessaire coopération minimale, en fonction de la découverte d'une communauté d'intérêts. Ensuite, le resserrement des blocs par la détermination de nouveaux mécanismes de solidarité. En outre, la délimitation des sphères d'influence exclusive de chacun, et enfin la prévention des tendances à l'éclatement. La découverte de ces contraintes amènera les soviétologues à voir en l'URSS plus un partenaire qu'un adversaire. Les travaux de Merle Fainsod représentent de ce point de vue un cas d'école<sup>66</sup>.

Né le 2 mai 1907 et décédé le 11 février 1972, Fainsod a obtenu en 1933 son doctorat à l'Université de Harvard, où il a également exercé l'essentiel de ses activités tant universitaires qu'administratives. Enseignant avant la Deuxième Guerre mondiale, il occupe pendant la guerre un poste administratif dans le bureau des prix (*Office of Price Administration*). De 1959 à 1969, il est Directeur du Centre de recherche des Études russes ; une année auparavant, il avait été chef du Département des Études gouvernementales. Dans ses dernières années à Harvard, Fainsod sera d'abord chargé de la Bibliothèque, avant d'être nommé à la tête de la Commission chargée de redynamiser l'administration de l'établissement qui portera son nom.

Sur le plan universitaire, c'est dans les années trente et quarante qu'il devient l'une des figures incontestées à la fois de l'administration publique et de la politique économique. Avant son magistral ouvrage *How Russia is Ruled* publié en 1953 et qui fera de lui un des plus grands spécialistes américains de l'URSS, Fainsod avait déjà, en 1935, publié sa thèse *International Socialism and World War*. À l'origine de celle-ci, une bourse octroyée par Sheldon qui lui permettra d'effectuer son voyage en Russie en 1932-33. Bien qu'on puisse ainsi faire remonter son intérêt sur la nature du communisme à cette époque, avant la naissance de la guerre froide, Fainsod reste surtout préoccupé par l'administration publique et la politique économique, ainsi que le prouve la publication de *Government and American Economy* avec Lincoln Gordon en

66. « Science Politique et Politique internationale », *op. cit.*, pp. 146-148.

1940 et qui très rapidement fait autorité dans le domaine. Quand après la Deuxième Guerre mondiale naît la guerre froide, Fainsod met sur pied en 1948, à l'Université de Harvard, un centre de recherche sur l'URSS ayant pour but de promouvoir les analyses sur son caractère totalitaire<sup>67</sup>. Pourtant, c'est le même auteur qui dans son article de 1968, attirera l'attention des Américains :

Nous avons beaucoup appris sur l'art du règlement des conflits, peut-être l'heure est-elle venue de nous consacrer à l'art de leur prévention<sup>68</sup>.

La guerre froide, au nom de laquelle l'URSS, isolée, constitua un ennemi irréductible est donc finie. L'URSS et les États-Unis, comparés à deux scorpions dans une bouteille où chacun, bien qu'étant capable de tuer l'autre, ne peut le faire qu'au risque de sa propre vie, sont condamnés à cohabiter en se disant que leur survie dépend de la prévention de la guerre totale. La perception a donc changé. D'ennemie, elle est devenue partenaire et ce retour à un partenariat stratégique, en imposant une nouvelle image, a aussi posé les bases d'un paradigme moins isolationniste et plus comparatif : le développementalisme.

## B — L'URSS et le paradigme développementaliste

L'idée de développement est issue d'une métaphore qui identifie la société à un organisme vivant qui se transforme, selon un processus de maturation progressive, pour atteindre peu à peu un état de modernité. Ces mutations sont censées concerner tous les secteurs de la société : économie, stratification sociale, ordre politique. Appliqué en sociologie politique, ce concept vise à rendre compte de la réalisation progressive de la modernité politique. Il s'agissait soit de construire des indicateurs mesurant la capacité des systèmes politiques dans les domaines tels que l'extraction, la distribution ou la communication, soit de décrire les étapes marquant la construction d'un système politique : formation d'une identité nationale, d'un pouvoir légitime ou d'une bureaucratie performante, soit enfin de concevoir des propriétés plus ou moins abstraites, communes à tous les processus de mutation devant affecter les systèmes politiques : sécularisation, institutionnalisation...

Conçues à la fin des années 50 avec l'amorce de la décolonisation, ces adaptations de l'idée occidentale de progrès ont été tout au long des années 60, 70, voire 80 appliquées à l'URSS. Procéder de cette façon revient à postuler que tous les ordres politiques sont sous-tendus par un processus de développement politique et par conséquent que comparer signifie mesurer des décalages, c'est-à-dire des retards. Cette approche n'est évidemment praticable que si l'on postule que toutes les sociétés doivent nécessairement converger vers un modèle unique de modernité politique dont on connaît *a priori* les contours.

67. Joseph Vincent NTUDA EBODÉ, *Les États-Unis, les Associations occidentales de science politique et la Question soviétique : Sens et puissance à l'aube de la guerre froide*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 1998, p. 386.

68. « Some Reflections on Soviet-American Relations », in A.P.S.R., volume de 1968, pp. 1093-1103. La citation est tirée de la page 1095. La traduction est de nous.

Quand l'URSS devient dans les années soixante-dix la seconde puissance industrielle du monde sans avoir changé son organisation politique, elle prend à contre-pied les modèles développementalistes. D'après ceux-ci, la modernisation politique précède le développement économique. À la rigueur, ils vont de pair. Ainsi R. Dahl<sup>69</sup>, assimilant développement politique et construction de la polyarchie compare les sociétés en fonction de leur niveau de PNB par habitant et conclut en faveur de la pertinence politique de l'élévation du PNB. De leur côté, Robert M. Marsh et William L. Parish<sup>70</sup> avaient soutenu, contre Seymour Martin Lipset<sup>71</sup>, que le sous-développement économique n'expliquait pas la montée en puissance des partis communistes. Alors que ces deux auteurs firent une critique théorique, Roger W. Benjamin et John H. Kaustsky<sup>72</sup> reprendront la question à partir d'une perspective empirique.

La plupart des études en politique comparée ont porté sur la corrélation entre le niveau de développement économique et la modernisation politique, assimilée à la démocratie pluraliste. L'hypothèse de Roger W. Benjamin et John H. Kaustsky est que cette corrélation n'est pas linéaire, tout dépendant du niveau industriel de la société considérée, puisque le communisme n'est qu'une voie de modernisation parmi d'autres, que certains pays empruntent pour répondre au défi industriel occidental. Après démonstration, nos deux auteurs concluent qu'il est évident que le niveau d'augmentation des membres des partis communistes varie en fonction du niveau de développement économique. Si l'URSS est un pays industriel, semblent suggérer ces deux auteurs, l'on devrait s'attendre, à défaut d'un multipartisme, à ce que son parti communiste s'affaiblisse. L'industrialisation de l'URSS entraîne ainsi une rupture dans l'analyse des processus de modernisation politique ; et de là naît la seconde rupture paradigmatique.

## C — La deuxième rupture paradigmatique

Le paradoxe issu de l'industrialisation de l'URSS va amener les développementalistes à réviser leurs perspectives d'analyse et à s'interroger sur la capacité de survie du régime soviétique. Cela donnera naissance à trois écoles : pendant que certains s'activeront à démasquer les indices du sous-développement politique soviétique, d'autres, s'opposant à ceux qui estiment que l'URSS ne s'adaptera pas, l'analyseront comme une société industrielle avancée.

### 1. L'URSS : un système politique sous-développé

La modernité politique se caractérise par la construction de régimes politiques fondés sur la distinction du privé et du public, sur le droit, sur la limitation et le contrôle du pouvoir politique et sur la capacité à vivre des

69. *Polyarchy*, New Haven, Yale University Press, 1971.

70. « Modernization and Communism : A re-test of Lipset's hypothesis », in *A.P.S.R.*, volume de 1965, pp. 934-942.

71. *Political Man : The Social Basis of Politics*, New York, Doubleday, 1960.

72. « Communism and Economic Development », in *A.P.S.R.*, volume de 1968, pp. 110-123.



développements démocratiques. Or le système politique soviétique, malgré l'industrialisation, est resté monolithique. Il y aurait donc inadéquation entre le niveau de développement économique et le degré d'archaïsme politique. David E. Powell et Paul Shoup<sup>73</sup> abordent la question du point de vue de la discipline. S'ils observent que l'existence d'une science sociale autonome était unimaginable sous Staline et que dix ans de déstalinisation firent émerger les études de science politique dans les pays communistes, c'est pour aussitôt ajouter que cela ne signifie nullement que la science politique dans les pays communistes s'est libérée du contrôle politique, ou que ce qui est présenté comme tel soit une garantie de sa qualité.

Que la science politique soit une discipline récente dans les pays communistes, et de qualité médiocre, et que les dirigeants politiques contrôlent ses spécialistes signifie très exactement qu'ils sont aux commandes d'un système politique archaïque. Jerome M. Gilson<sup>74</sup> et James H. Oliver<sup>75</sup> étaient d'ailleurs, avant Shoup et Powell, parvenus à des conclusions analogues. Pour Gilson qui analyse la fonction des élections soviétiques, celles-ci étant biaisées et le résultat connu d'avance, l'attention du politologue ne devrait pas se limiter aux 99 % de oui, mais aussi porter sur le 1 % de vote négatif qui reste. Et l'analyse de ce 1 % permet à notre auteur de conclure que les élections constituent un moyen efficace permettant aux dirigeants soviétiques de connaître l'efficacité des comités de base, celle des organes locaux gouvernementaux et surtout, les régions dissidentes. L'élection qui est une technique de sélection des dirigeants en Occident aurait donc, pour les dirigeants soviétiques, un rôle ludique et d'identification des zones rebelles. Au niveau électoral comme à celui de l'émergence de la science politique, des signes du sous-développement politique apparaissent évidents.

James H. Oliver parvient à la même conclusion à partir d'une analyse sur l'allocation autoritaire des valeurs. Selon David Easton, les règles de base de fonctionnement de tout système politique sont simples. Dans la mesure où tout système est en relation avec les autres et entretient des relations avec son environnement, il comporte des entrées et des sorties. Un système politique qui ne s'inscrit pas dans cette logique peut-il être qualifié de moderne? David Easton<sup>76</sup> avait en effet soutenu en 1965 que dans un régime totalitaire comme l'URSS, le nombre et la variété des leaders d'opinion capables de choisir dans le déluge de messages ceux qui peuvent intéresser leur public est tellement réduit qu'il accroît la distorsion et surcharge le système. Ce faisant, il introduisait une différence entre les systèmes totalitaires et démocratiques qui, par

73. « The Emergence of Political Science in Communist Countries », in *A.P.S.R.*, volume de 1970, pp. 572-588.

74. « Soviet Election as a Measure of Dissent : the Missing one Percent », in *A.P.S.R.*, volume de 1968, pp. 814-826.

75. « Citizen Demands and the Soviet Political System », in *A.P.S.R.*, volume de 1969, pp. 465-475.

76. *A System Analysis of Political Life*, New York, John Wiley, 1965.

opposition au totalitaire, encouragent tout citoyen à participer au fonctionnement du système, en orientant ses propres demandes, en adressant ses propositions d'allocation des valeurs aux autorités.

Si James H. Oliver ne partage pas entièrement cette thèse, la nature des doléances formulées, à savoir la qualité de l'habitat, son étroitesse, la lenteur des réparations et leur médiocrité, etc., l'amène à considérer que la plupart des requêtes ont des caractéristiques communes : elles proviennent toutes directement des individus et portent sur des besoins de première nécessité<sup>77</sup>. James H. Oliver souligne ainsi que si l'on ne peut nier la présence des in et output au sein du système soviétique, leur nature comparée à celle des échanges et transactions faites dans les démocraties occidentales est superficielle. En fait, distinguer le système politique soviétique des démocraties occidentales par l'absence de leaders d'opinion lui paraît erroné. La distinction doit plutôt porter sur la nature de la demande soulevée par le leader d'opinion ; sur l'absence d'institutions indépendantes susceptibles de formuler les demandes en propositions politiques et sur l'impossibilité de les transformer en un programme politique alternatif à celui de l'oligarchie dirigeante.

La position de James H. Oliver ne diffère donc pas à proprement parler de celle d'Easton. L'un et l'autre restent d'accord sur le caractère sous-développé du système politique soviétique. En tout cas, ils soutiennent tous que le régime soviétique est encore loin de l'Occident. La cause en serait qu'il tarde à adopter les structures qui ont fait leurs preuves ailleurs<sup>78</sup>.

## 2. Un système politique adapté à la société industrielle

À la base des interprétations des systèmes politiques des sociétés industrielle avancées figurait un déterminisme économique. Le fonctionnement d'une société industrielle avancée suppose une gestion de type rationnel. Le développement conduit à une diversification de la société : des groupes sociaux plus nombreux vont donc exister, ce qui conduira inévitablement à un certain pluralisme. À partir du moment où l'URSS fut admise au rang de société

77. Ce sont, écrit cet auteur, des demandes primaires. Parce que l'existence de larges groupes d'intérêt autonomes n'est pas autorisée en Union soviétique, comme c'est le cas dans d'autres sociétés modernes, les demandes primaires parviennent au système politique avant qu'un tri formulant celles qui le méritent en propositions politiques ait été fait.

78. On retrouve le même type d'analyse chez Donald R. Kelly ainsi que chez Brian Silver. Nous savons en effet que les partisans de la modernité politique l'apprécient au moyen d'une multitude d'indicateurs parmi lesquels la capacité du système politique à extraire les ressources nécessaires à son fonctionnement, à les redistribuer ou tout simplement à communiquer avec son environnement. L'article de KELLY : « Towards a Model of Soviet Decision Making : A Research Note », (in A.P.S.R., volume de 1974, pp.701-706) met en relief les insuffisances du système au niveau décisionnel. Mais la modernité politique se mesure aussi par le degré de formation d'une identité nationale, envisagée comme étape dans la construction du système. Dans « Social Mobilization and the Russification of Soviet Nationalities », Brian SILVER essaie de montrer qu'il n'existe pas encore une identité culturelle en URSS.

industrielle avancée, le même type de raisonnement impliquait au moins quatre interrogations : 1. Pouvait-on envisager l'URSS comme une vaste technocratie ? 2. Pouvait-on dire que les décisions politiques y étaient le résultat de l'interaction des groupes qui représentaient les différents secteurs de l'activité nationale ? 3. Le pouvoir dictatorial trouvait-il des limites importantes ? 4. Pouvait-on à la limite, parler d'un véritable pluralisme ? Ces interrogations débouchèrent sur trois interprétations du système soviétique : technocratie, conflits de groupes et pluralisme.

### *La technocratie*

Le courant de la technocratie tenait compte des transformations économiques, il admettait que les dirigeants soviétiques avaient économiquement réussi pour des raisons différentes de celles qui avaient justifié le succès de leurs prédécesseurs. Dans l'URSS des années soixante-dix, ce n'était plus l'habileté ou la fidélité politique qui commandait le succès, mais la compétence. Milton Lodge<sup>79</sup> montra ainsi dans son article consacré aux attitudes des spécialistes post-staliniens, que la technocratie partageait le pouvoir<sup>80</sup>. Après la mort de Staline, une très large part de personnes ayant reçu une formation d'ingénieur, d'économiste ou d'une académie militaire travaillaient dans les sphères dirigeantes du Parti, au Comité central ou au Politburo. Telle fut aussi la thèse défendue par Michael P. Genzhlen et Michael McBride<sup>81</sup>.

Dans leur article publié en 1968, ces deux auteurs se donnèrent pour objectif d'étudier les origines sociales des membres du Comité central du Parti, afin de présenter et interpréter certaines caractéristiques quantifiables de leurs origines, faire la lumière sur le rôle de la cooptation au sein du Parti et suggérer les relations possibles entre cette fonction, l'éducation et l'expérience professionnelle. Au terme de leur analyse des 309 membres du Parti élus au Congrès de 1966, nos deux auteurs parviennent à la conclusion que le Parti s'ouvrait de plus en plus aux spécialistes. C'était là, comparé à l'époque de Staline par exemple, où la compétence technique n'était pas suffisante pour assurer la réussite socio-politique, un important changement.

Politiquement cependant, la technocratie restait conservatrice en ce sens qu'elle s'opposait à toute évolution du régime dans un sens libéral. Les tenants de cette interprétation affirmaient en effet que les techniciens répartis dans tous les secteurs de l'économie nationale acceptaient la politique d'ensemble

79. « Soviet Elite Participatory Attitudes in the Post-Stalin Period », in *A.P.S.R.*, volume de 1968, pp. 827-839.

80. Au cours des années 1959-1965 écrit cet auteur, la conscience participative dans l'attitude de l'élite et le conflit entre l'élite et le Parti atteignirent un niveau incomparable avec le modèle totalitaire. La capacité du Parti à dominer ce que Staline appela affectueusement le sommet du commandement est une question empirique, et non une donnée absolue de la période post-stalinienne. Nous ne nions cependant pas que le Parti est plus puissant que les élites, au contraire, nous affirmons qu'il n'est pas omnipotent. Ce n'est pas une relation de domination qui caractérise les relations entre le parti et l'élite des spécialistes, mais une relation d'interdépendance.

81. « The Soviet Central Committee: An Elite Analysis », in *A.P.S.R.*, volume de 1968, pp. 1232-1241.

éditée par le sommet, ou que les techniciens parvenus au sommet de la pyramide politique exerçaient leur pouvoir en tant que membres du groupe dirigeant, et non en tant que porte-parole de la branche dans laquelle ils avaient fait carrière. L'élite du pouvoir cooptait des techniciens et s'appropriait leurs compétences. Mais une fois entrés dans le cercle suprême, ces techniciens oubliaient leur origine pour se sentir solidaires des membres de la classe politique supérieure dont ils faisaient désormais partie.

Cette lecture de l'évolution de l'URSS en termes de technocratie permettait d'expliquer que la société soviétique se soit rationalisée et qu'elle ait su faire face aux exigences nées du développement économique. La technocratisation permettait également au groupe dirigeant de conserver son pouvoir d'initiative. Les techniciens dirigeants donnaient des ordres rationnels, mais leurs décisions n'étaient pas influencées par les aspirations de la base.

Cette idée d'une faible influence de la base, et en particulier des différentes élites techniques, fut confortée par la thèse d'Alfred Meyer<sup>82</sup> sur l'adaptation de l'oligarchie dirigeante soviétique. Au moment où l'autorité de commandement du Parti était contestée et menacée par un certain effet d'érosion, écrivit-il, tous ceux qui étaient concernés tendaient à tenir pour acquis les conflits et les controverses dans l'élite de la nation. Lorsqu'il en était ainsi, le règne oligarchique du Parti pouvait ouvrir la voie à une oligarchie beaucoup plus hétérogène. Joel J. Schwartz et William R. Keech<sup>83</sup> se pencheront aussi sur cette question un an plus tard, en examinant la loi sur la réforme de l'éducation présentée par Khrouchtchev en 1958. Se situant plus ou moins dans la perspective orthodoxe d'après laquelle les dirigeants soviétiques luttaient entre eux pour la conservation du pouvoir, et que la limite au pouvoir du chef c'était ses propres collègues du Kremlin, nos deux auteurs soutinrent que dans la défaite législative de Khrouchtchev, ses collègues avaient joué un rôle important. Les groupes sociaux n'ayant été que des forces d'appoint, mobilisées parce que l'élite du pouvoir n'avait pas pu s'entendre.

L'idée suivant laquelle les meilleurs spécialistes des diverses branches techniques étaient cooptés par les dirigeants politiques pour leur apporter leurs compétences, mais n'accédaient pas pour autant à une influence politique sera quant à elle développée par Michael P. Gezhlen et Michael McBride<sup>84</sup>.

82. « Qui gouverne en URSS ? », in *R.F.S.P.*, volume de 1967, pp. 1062-1079.

83. « Group Influence and the Policy Process in Soviet Union », in *A.P.S.R.*, volume de 1968, pp. 840-851.

84. « The Soviet Central Committee: An Elite Analysis », (*A.P.S.R.*, volume de 1969). Selon Fleron qui soutient la même thèse, l'élite politique peut empêcher, malgré le processus de différenciation né du développement économique, la constitution de groupes autonomes constituant les éléments d'une amorce de pluralisme. Elle y parvient par la contrainte, l'adaptation ou la cooptation. La contrainte consiste à lutter contre les groupes ; l'adaptation à acquérir elle-même des connaissances techniques nécessaires et la cooptation à mobiliser les compétences des techniciens, sans pour autant leur donner le pouvoir. C'est un processus semblable qui, selon lui, s'est produit en URSS. Cf. « Toward a Reconceptualisation of Political Change in the Soviet Union: The Political Leadership System », in *Comparative Politics*, volume de 1969, pp. 228-244.

En s'inspirant des travaux de Philip Selznick, ces deux auteurs considèrent que les organisations s'adaptent à leur environnement au moyen de deux principaux mécanismes : l'idéologie et la cooptation. Mais, il y a deux types de cooptation ; l'une formelle et l'autre informelle. Le partage du pouvoir entre la vieille élite du pouvoir et les experts se passe dans le cadre de la cooptation informelle. Par contre, c'est la première qui permet de comprendre son rôle pour les membres du Parti. Elle est en effet pour eux, autant une source de légitimité, d'information que de pouvoir.

L'analyse de Michael P. Gezhlen et Michael McBride permet donc d'éviter la liaison absolue : développement économique implique pluralisme politique. Avec cette notion de cooptation, on sent qu'il est possible que le régime politique s'adapte aux conséquences de la modernisation, sans pourtant devenir pluraliste. Il y a donc ici une alternative à l'évolution du type occidental, et on évite d'imposer au régime soviétique de manière ethnocentrique un processus d'évolution soi-disant inéluctable. On admet que, dans une société modernisée, les décisions politiques puissent encore résulter des délibérations ou des affrontements d'une élite très restreinte<sup>85</sup>.

### *Les conflits de groupes*

Tous les modèles découlant de la seconde crise épistémologique que nous avons présentés jusqu'ici, visaient à concilier les conséquences du processus de modernisation et le maintien d'une société dirigée dans laquelle le pouvoir restait concentré au sommet. Par l'introduction de la notion de groupes d'intérêt, on marquait au minimum que les décisions du pouvoir étaient prises sous l'influence de pressions relativement diffuses dans la société. En Occident, les groupes de pression sont d'essence associationnelle, nombreux et organisés. Dans les pays socialistes, la création de tels groupes semblait impossible. Ils étaient ou bien des catégories sociales non formalisées (paysans, travailleurs manuels, groupes ethniques particuliers), ou bien des groupes institutionnels ou fonctionnels (armée, administration, juristes, économistes).

C'est Milton Lodge et Gordon H. Skilling<sup>86</sup> qui se sont fondés sur ce modèle d'analyse. Les principaux groupes d'intérêt pour eux sont : les apparatchik du Parti, la police et les organes de sécurité, l'armée, les chefs d'industrie, les économistes, les écrivains et les juristes. La principale limite de cette approche tenait à la difficulté de s'informer sur l'influence exacte de ces groupes sur le processus politique. De même, il n'était pas certain que chacun

85. Mais dans « Political Mobility and the Soviet Political Process: A Partial Test of Two Models », Philip D. STEWART, Robert L. ARNETT, Williams T. EBERT, Raymond E. McPHAIL, Terrence L. RICH et Graig E. SCHOPMEYER examinent empiriquement l'importance du modèle clientéliste et celle du modèle rationnel-technique dans la mobilité et la sélection du personnel dirigeant soviétique et parviennent à la conclusion qu'ils sont tous deux d'un apport assez négligeable. Cf. A.P.S.R., volume de 1972, pp. 1269-1291.

86. « Soviet Elite Participatory Attitudes in the Post-Stalin Period », in A.P.S.R., volume de 1968, pp. 827-839.

des groupes énumérés plus haut soit parfaitement homogène et que tous les membres aient des attitudes communes. Il fallait donc mener des études psychologiques et sociologiques complémentaires pour savoir avec précision dans quel sens s'exerce l'influence de chacun. Alfred G. Meyer soulignera en ce sens que bien qu'il soit clair qu'il y avait des conflits d'intérêt dans l'État soviétique et que les points de vue opposés s'exprimaient par des moyens variés, ouverts ou cachés, il était difficile sinon impossible de mesurer l'effet d'idées venues d'une partie de la société sur la direction du Parti. On ne savait pas davantage avec précision par quels mécanismes une influence extérieure pouvait se faire sentir.

Il reste cependant que l'introduction de la notion de groupes d'intérêt soulignait l'idée qu'il y avait au sein du système soviétique des sources d'influence autres que l'élite du pouvoir, et que les décisions étaient moins le résultat des oukazes venus d'en haut que de compromis entre des tendances qui s'affrontaient. D'où l'idée de pluralisme naissant qui amènera Milton Lodge à l'observation qu'au fur et à mesure que la participation des élites augmentait, les rapports conflictuels s'intensifiaient. Il parlera alors, contrairement à Meyer qui souligna le caractère oligarchique du système soviétique, de l'émergence d'une polyarchie dans laquelle dominent les rapports conflictuels<sup>87</sup>.

### Le pluralisme

En admettant donc que les administrations de l'URSS étaient de vastes organisations modernes, on a pu penser le système politique soviétique en termes de bureaucratie sans exclure l'idée d'un certain pluralisme. Plusieurs auteurs ont effectivement soutenu cette idée. Darrel P. Hammer<sup>88</sup> parla de pluralisme bureaucratique et d'oligarchie, Robert V. Daniels<sup>89</sup> et Alfred G. Meyer<sup>90</sup> de bureaucratie participative, et Gordon Skilling<sup>91</sup> de pluralisme

87. Cette idée est confortée par la sociologie moderne des institutions. En effet, la plupart des groupes d'intérêt que les auteurs identifient dans le système soviétique sont en fait des secteurs de la bureaucratie, et la science des organisations enseigne que la neutralité politique qui devrait, selon l'idéal weberien, être la leur, est loin de correspondre à la réalité. Dans *Politique comparée* publié en 1988, Yves MENY soutient par exemple qu'elles sont impliquées aux quatre stades des politiques publiques : 1. Elles contribuent à former l'agenda politique, en offrant à celui-ci des propositions, des réformes, des changements, ou au contraire en contribuant à écarter les demandes fantaisistes, trop coûteuses ou irréalisables. 2. Elles contribuent à la substance des décisions en mettant en forme les projets conçus ou acceptés par le pouvoir politique. 3. Elles sont encore -ce qui constitue normalement leur raison d'être - responsables de la mise en œuvre des politiques. 4. Enfin, les administrations, instruments et expression de la continuité de l'État, ont un intérêt congénital à la poursuite et au maintien des politiques engagées.

88. *USSR, the Politics of Oligarchy*, Hansdale, Dryden Press, 1974.

89. « Soviet politics since Krushchev », in John W. STRONG, ed. *The Soviet Union under Brezhnev and Kosygin. The Transition Years*, New York, Van Nostrand-Reinhold, 1971.

90. « Qui gouverne l'URSS ? », in R.F.S.P., volume de 1967, p. 1077.

91. « Interest Groups and Communist Politics : An Introduction », in *World Politics*, volume de 1966, pp. 435-451.

des élites. Ces différentes formules, tout en tendant à prêter à la société soviétique un certain degré de pluralisme, considéraient cependant que c'était un pluralisme tout simplement institutionnel, car les changements politiques ne pouvaient être poursuivis que de l'intérieur des institutions existantes ; la création d'autres groupements à partir de l'extérieur étant inconcevable. Meyer par exemple conclura son article sur l'oligarchie soviétique en ces termes :

Rien de tout ce qui a été dit ici n'implique que les citoyens détiennent le pouvoir. Ils ont accès seulement en vertu de la méritocratie, certains par l'éducation et l'action, arrivent à atteindre les hauts niveaux de la pyramide du pouvoir. L'élite comme les autres élites, s'est bien retranchée et cherche à se perpétuer.(...) Un citoyen ordinaire a, en fait, de nombreux moyens de se plaindre de l'arbitraire bureaucratique. Aucun d'entre eux, cependant, ne lui donne un contrôle sur les formulations essentielles de la politique, sur la sélection du personnel dirigeant, ou sur le vaste champ de l'administration publique. À la différence des citoyens de quelques soi-disant démocraties occidentales, le citoyen soviétique n'a même pas l'illusion de disposer d'un tel contrôle.

Trois conclusions apparaissent importantes au terme de cette seconde partie :

1. S'il apparaît de manière évidente que les unanimités ont été rompues entre ceux qui estimaient que l'essentiel était de rendre compte des transformations qui se sont produites dans la société soviétique à la suite de la modernisation économique et ceux pour qui le développement économique, par la diversification qu'il a entraînée, a créé des sources de conflit à l'intérieur du système, l'orientation générale révèle que toutes ces recherches se sont ordonnées autour du couple monolithisme-pluralisme.

2. Certains ont considéré que ces conflits se déroulaient entre les seuls leaders et ont par conséquent voulu limiter leur portée et leur ampleur. D'autres par contre, bien qu'estimant qu'ils s'étendaient dans l'ensemble de la société, ont néanmoins limité l'influence des groupes d'intérêt en niant qu'ils aient, comme en Occident, une institutionnalisation véritable.

3. Si ces deux tendances se retrouvent dans la promotion de l'Occident, la Détente n'a pas moins amélioré l'image de l'URSS comme l'indique l'opposition même entre pluralismes et monolithismes.

Notre deuxième hypothèse semble donc se confirmer. Il apparaît d'une part que ce sont les contraintes de la bipolarité qui furent à l'origine de la nouvelle image soviétique et d'autre part que les conditions créées par cette Détente sont de nature à rendre compte des ruptures paradigmatiques qui ont marqué cette phase. Que nous réserve la seconde guerre froide ?

### **III – La deuxième guerre froide, l'URSS, les modèles stratocratico-totalitaires et la troisième rupture paradigmatique**

Nous abordons maintenant notre dernier point. Comment la fin de la Détente et la naissance de la deuxième guerre froide au début des années quatre-vingt expliquent-elles l'émergence du modèle stratocratique, le retour du totalitarisme et le déclenchement de la troisième rupture paradigmatique de la fin des années quatre-vingt? Pour répondre à cette question, nous procéderons en quatre points: l'idée d'une seconde guerre froide constituera le premier (A), la problématique stratocratique de l'État soviétique viendra ensuite (B), le retour du modèle totalitaire sera examiné en troisième lieu (C), et la troisième rupture paradigmatique clôturera (D).

#### **A — La seconde guerre froide**

La deuxième guerre froide occupe une période relativement courte dans l'histoire des Relations Internationales. Commencée vers 1979 avec l'intervention soviétique en Afghanistan, elle s'achève en 1985 avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir et la reprise du dialogue Est-Ouest, interrompu depuis 1979<sup>92</sup>.

La fin de la Détente fut marquée par l'affaiblissement de la puissance américaine, comparée aux succès de la diplomatie soviétique. En avril 1975, les communistes prirent le pouvoir à Phnom Penh et à Saigon. Un an plus tard, ce fut au tour de l'Angola et du Mozambique de passer aux mains de régimes d'inspiration marxiste-léniniste, puis, en mars 1977, de l'Éthiopie. À la fin de la décennie, le mouvement déboucha en Amérique centrale: coup d'État à la Grenade le 13 mars 1979, victoire des sandinistes au Nicaragua le 17 juillet suivant, guerre civile du Salvador en mars 1980. Certes, en janvier 1979, le renversement du Chah par la révolution islamique ne constituait pas une victoire de l'URSS, l'Ayatollah Khomeini professant une égale répugnance à l'égard des deux grands Satans. Il n'empêche que l'Iran impérial ayant été l'un des principaux points d'appui des États-Unis dans la région, la révolution iranienne fut à l'évidence une défaite américaine.

Comme celle du Viêt-nam quatre ans plus tôt, la révolution des mollahs connut un important retentissement. Les télévisions du monde diffusèrent des images de l'évacuation précipitée de l'ambassade américaine à Saigon et celle de l'occupation de la mission diplomatique de Téhéran. Dans un cas comme dans l'autre, les commentateurs firent valoir les erreurs d'appréciation de la Maison-Blanche. On s'interrogea sur la valeur du leadership américain. Interrogation fondée en partie sur la dégradation de l'économie mondiale.

92. Récupérant l'idée de dénucléarisation totale de la planète, Gorbatchev proposa de la réaliser non par la mise en place du pharaonique bouclier spatial américain *ids*, mais par le retour aux bonnes vieilles négociations de désarmement. Moscou venait ainsi de se rallier à l'option zéro.



Face à ce qui apparut à beaucoup comme une profonde crise du capitalisme, l'URSS et le communisme acquièrent une reconnaissance internationale. C'est cette assurance excessive qui peut-être la conduisit à commettre l'erreur d'expédier, le 24 décembre 1979, son armée en Afghanistan. Les Occidentaux, qui depuis quelque temps déjà étaient d'humeur à se ressaisir, sautèrent sur l'occasion. C'en était fini de la Détente, la deuxième guerre froide venait de commencer.

Dès la fin de la présidence Carter se mirent en place les premiers éléments de ce qui allait bientôt être le sursaut de l'Occident. Au deuxième trimestre de 1979, le *Federal Reserve System* imposa une remontée des taux d'intérêt, coup d'envoi d'une vaste purge économique dont l'aboutissement allait être la longue expansion des années 1983-1990. Le 12 décembre 1979, l'OTAN décida de développer deux nouveaux programmes de missiles avec l'objectif de les installer fin 1983, dès lors qu'entre-temps l'URSS n'aurait pas retiré ses propres fusées. En 1980, le budget de la Défense américaine recommença à croître. En réponse à l'intervention de l'Armée Rouge en Afghanistan, Washington suspendit la vente de céréales à l'URSS, renonça à soumettre l'accord SALT II à la ratification du Congrès et boycotta les jeux olympiques de Moscou.

Plus généralement, l'opinion américaine se mobilisa. Au nom du respect des droits de l'homme et de la résistance au danger nucléaire, une bonne partie des intellectuels de gauche devint anti-soviétique. Créé dans ce contexte, un *Committee on the Present Danger*, réunissant, sur une base bi-partisane des personnalités républicaines et démocrates, appela au redressement du pays. De tout ce mouvement qui en réalité débordait les États-Unis, l'élection du président Reagan, le 4 novembre 1980, marqua l'aboutissement. Ce tournant idéologique affecta aussi la réflexion sur le rôle de l'individu au sein de la communauté et la critique de l'État providence remit à l'honneur la responsabilité individuelle. Il n'en fallut pas plus pour qu'une vigoureuse attaque de toute forme de totalitarisme s'ensuive. C'est ainsi que l'URSS devint un régime stratocratique.

## B — L'URSS : un État stratocratique

La mutation du système soviétique en un État stratocratique fut, avant tout, une préoccupation des Kremlinologues. Partant du fait que la concentration du pouvoir soviétique et, le mystère dont son exercice s'entourait posaient des problèmes au politologue, ils se donnèrent pour objectif de percer les mystères des inter-relations du personnel du Kremlin, trouver ses lois de succession et d'une manière générale, savoir qui gouvernait. Valerie Jane Bunce<sup>93</sup> fut parmi les premiers à poser le problème au début des années quatre-vingt. Selon elle, chaque succession au Kremlin se traduisait (avant que priorité ne soit donnée aux industries lourdes), par des mesures populaires.

93. « The Succession Connection : Policy Cycles and Political Change in the Soviet Union and the Eastern Europe », in *A.P.S.R.*, volume de 1980, pp. 966-977.

Contre cette thèse, Philip G. Roeder<sup>94</sup> soutiendra en 1985 qu'à leur arrivée au pouvoir, les dirigeants se préoccupaient d'abord de ceux qui pouvaient leur permettre de mieux asseoir leur autorité, c'est-à-dire leurs propres collègues et particulièrement les militaires. Il soulevait ainsi un des points fondamentaux du modèle stratocratique.

Alors que le modèle totalitaire mettait l'accent sur le caractère idéocratique du système soviétique, le stratocratique suggérait la primauté de l'appareil militaire dans la société, le Parti et la diplomatie. L'Union soviétique était alors passée d'un régime d'État-Parti à un régime État-Force armée ; elle était un État militaire, organisé pour la guerre et destiné à la faire. Il était en conséquence erroné, selon les partisans de ce modèle, de raisonner d'après l'expérience de l'Union soviétique de Lénine ou de Staline. Car ce n'était pas le bureau politique qui régnait à Moscou, c'étaient les chefs militaires. C'est ainsi que l'URSS n'aurait eu pour Alain Besançon<sup>95</sup>, qu'une industrie de guerre ; les meilleures usines travaillant exclusivement pour les forces armées, sans rapport avec les usines destinées à la consommation civile.

Raymond Aron<sup>96</sup> sera un des premiers auteurs à contester ce point de vue. S'il accepte l'idée que le Parti hésite à s'aliéner le corps des trois armées, il lui semble peu crédible d'insinuer que les chefs supérieurs de l'armée, de l'aviation et de la marine entretiennent des relations régulières, susceptibles de constituer une unité politique s'imposant à la hiérarchie officielle. Roman Kolkowicz avait déjà apporté un démenti à cette thèse. Il serait erroné, souligna-t-il, de croire que l'importance numérique de chaque catégorie socio-professionnelle présente au Comité central du Parti était proportionnelle à son influence réelle dans le système politique. À propos des militaires, il mentionnera que leur influence au Comité Central, quel que soit leur nombre, variait en fonction de la puissance de la classe politique et que c'était la division de cette dernière et donc sa faiblesse qui renforçait l'influence des militaires<sup>97</sup>.

D'une manière générale, la plupart des études menées dans ce domaine avaient montré que l'influence des experts était fonction du domaine concerné ; plus celui-ci était technique, plus le rôle des experts était important. Plus général il était, moins leurs avis comptaient. L'article de Donald R. Kelly<sup>98</sup> publié en 1974 constitua une excellente illustration de cette thèse. Il démontra en effet que le rôle des experts était fonction de l'intensité et de la nature du conflit qui opposait les acteurs en scène. Ainsi, s'ils jouaient un rôle assez important dans les conflits de nature analytique, ce rôle devenait marginal

94. « Do New Soviet Leaders Really Make a Difference ? Rethinking the Succession Connection », in A.P.S.R., volume de 1985, pp. 958-976.

95. *Anatomie d'un spectre. L'Économie politique du socialisme réel*, Paris, Calman-Lévy, 1981.

96. *Les dernières années du siècle*, Paris, Julliard, 1984, p. 145.

97. « The Military », in H. Gordon SKILLING and Franklyn GRIFFITHS, *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton, Princeton University Press, p. 168 et *The Soviet Military and the Communist Party*, Princeton, Princeton University Press, 1967, pp. 301-330.

98. « Towards a Model of Soviet Decision Making : A research Note », *op. cit.*, pp. 701-706.

dans les conflits d'ordre institutionnel, et presque insignifiant dans les conflits du système politique dans lesquels les principaux acteurs restaient les leaders des factions politiques et les groupes d'intérêt détenteurs des ressources politiques.

Attaqué de toute part, le modèle stratocratique ne parvint donc pas à s'inscrire dans la durée et, le contexte international aidant, le chemin parut libre aux partisans d'un retour du totalitarisme.

### C — Le retour du modèle totalitaire

Un des premiers auteurs à le revendiquer à cette époque se trouve être Raymond Aron. S'il ne conteste pas le fait que l'URSS soit devenue une société industrielle, il soutient cependant que le totalitarisme, en ses deux aspects : absorption de la société civile par l'État et orthodoxie érigée en vérité publique, persiste. L'on ne peut donc pas l'abandonner comme outil d'analyse, dans la mesure où il n'a qu'une valeur descriptive :

Il désigne l'instauration d'une idéologie ou d'une vérité d'État, soustraite à la libre discussion. Il désigne aussi l'indistinction de la société civile et de l'État, de l'État et du Parti. Les traits caractéristiques du totalitarisme soviétique persistent, même s'ils sont à certains égard atténués<sup>99</sup>.

S'inscrivant dans le même registre, d'autres auteurs vont développer le même thème. Philip G. Roeder<sup>100</sup> par exemple, en trouvant insensé l'idée d'une influence de l'opinion sur les dirigeants soviétiques et celle de rapprocher la *populace soviétique* de l'électeur rationnel américain, se place dans le registre totalitaire. On pourrait également citer les travaux de Ronald Wintrobe<sup>101</sup>, Donna Bahry et Brian D. Silver<sup>102</sup>.

Mais l'abondance de ces travaux ne devrait pas faire oublier les difficultés auxquelles se trouveront bientôt confrontés les partisans de ce modèle, suite à l'émergence d'une société civile en URSS.

### D — La troisième rupture paradigmatique

L'émergence de la société civile dans l'empire soviétique à la fin des années quatre-vingt, phénomène inexistant dans cette zone, d'après le modèle totalitaire et la mutation pacifique du système, vont déclencher de nouvelles interrogations sur la portée scientifique des modèles totalitaire et stratocratique.

99. R. ARON, *op. cit.* p. 127.

100. P.G. ROEDER, *op. cit.*

101. « The Tinpot and the Totalitarian: An Economic Theory of Dictatorship », in A.P.S.R., volume de 1990, pp. 849-872.

102. « Intimidation and the Symbolic Use of Terror in the USSR », in A.P.S.R., volume de 1987, pp. 1064-1098.

Selon Jean Louis Quermonne<sup>103</sup>, la société civile se définit comme la résultante de la multiplicité des relations interindividuelles et des forces sociales qui unissent, dans une société donnée, les hommes et les femmes qui la composent, sans l'intervention ni le secours immédiat de l'État. La tradition allemande, en ces deux représentants que furent Hegel et Marx, la caractérise par l'activité économique et la vie privée. Ainsi pour Hegel, la société civile est l'ensemble des institutions qui répondent aux besoins de la vie économique et sociale et qui arbitrent entre les intérêts privés. Marx pour sa part la définit comme l'ensemble des rapports matériels des individus à un stade déterminé de l'évolution des forces productives. Elles est donc tributaire de l'état de production et des rapports de production. Le représentant de la pensée italienne, Gramsci, ajoute à ce tableau la dimension hégémonique exercée par les idéologies. Pour lui en effet, la société civile est l'ensemble des organismes privés ou parapublics qui remplissent la fonction d'hégémonie pour le compte du groupe dominant présent dans la société<sup>104</sup>. L'analyse de Tocqueville<sup>105</sup> est un peu différente. Selon lui, la société civile ne se limite pas à l'activité privée. Elle est le cadre naturel de la vie en commun dynamisée par le phénomène associatif, caractérisé par l'adhésion spontanée des citoyens, le pouvoir de s'associer que rien n'interdit et l'extension de ce droit en matière politique qui fonde la liberté des partis.

Gramsci a expliqué la rapidité avec laquelle s'était opérée la révolution russe par l'absence d'une société civile qui aurait pu résister. L'analyse totalitaire de la société soviétique partage le même point de vue. Selon ses partisans, la théorie marxiste dont se réclament les États communistes est une théorie de l'évolution procédant du déterminisme matérialiste. À la fois théorique et pratique, elle annonce une réalisation suprême, le communisme. Pour y arriver, la dictature du prolétariat, servant à extirper toute menace capitaliste, est nécessaire. Au cours de cette révolution, les unités sociales existantes, pluralistes, sont anéanties pour être remplacées par un état d'unanimité appelé à un meilleur futur. Cet appel est incorporé au sein d'une idéologie officielle déterminant certains types de comportements, de pratiques et d'habitudes de fonctionnement. L'élimination du pluralisme implique inévitablement un certain degré de coercition pour éliminer toute résistance. Cela permettra au parti communiste de conserver son monopole du pouvoir, de maintenir le système social mis en place et d'imposer ses vues sur la voie à suivre. Le Parti exercera en même temps un monopole sur la vérité et cette vérité sera définie par la force. L'individu dans un tel système devra considérer les intérêts de la société comme supérieur à ses propres intérêts, et s'identifier à la société et au régime politique du moment. Ce système qui nie aux individus toute initiative aurait trouvé sa terre de prédilection en URSS. Or, la

103. *Les régimes politiques occidentaux*, Paris, Seuil, 1994, pp. 192-195.

104. Hugues PORTELLI, *Gramsci et le bloc historique*, Paris, PUF, 1972.

105. Alexis de TOCQUEVILLE, *De la Démocratie en Amérique*, (Tome 1), Gallimard, 1951, du chapitre 4 au chapitre 7, deuxième partie.

révolution gorbatchevienne des années quatre-vingt, en apportant un démenti formel à cette lecture, déclenche la troisième rupture épistémologique de la soviétologie moderne. Thomas Ferenczi, un des premiers à s'interroger sur cette question, constate ainsi en 1989 que :

La société civile que l'on croyait anéantie par plus d'un demi-siècle de domination étatique, semble enfin se réveiller, non seulement en Pologne ou en Hongrie, mais en URSS même où elle s'affirme face à un système politique en crise. Comment soutenir aujourd'hui, face au spectacle de l'effervescence qui agite soudain toutes les sphères de la vie sociale, que le régime soviétique est de nature totalitaire ? Et si l'on considère qu'il a cessé de l'être avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, comment justifier rétrospectivement le recours à une notion qui, apparemment, ne permettait pas de comprendre la réalité profonde de l'URSS ni *a fortiori* de prévoir son évolution<sup>106</sup> ?

Richard Sakwa de l'University of Kent at Canterbury qui, la même année, considère sa reconstitution comme une conséquence inattendue des réformes gorbatcheviennes, appelle cependant à la prudence : il faudrait se garder, rappelle-t-il, de considérer la société civile soviétique comme une structure profonde d'une société politique moderne<sup>107</sup>. Comparée à celle qu'on pourrait trouver en Occident, la société civile soviétique de 1989 ne constitue qu'un épiphénomène. Tel n'est plus le point de vue en 1990. Puisqu'après l'effondrement de l'Empire, Stéphane Lefebvre la considère comme découlant des caractéristiques intrinsèques du totalitarisme<sup>108</sup>. On s'aperçoit ainsi que ces deux auteurs, au lieu de dire pourquoi d'un non-être provient l'être, ou encore, pourquoi non A donne A, justifient plutôt l'émergence de la société civile. Mais, ce faisant, ils n'apportent aucune réponse à la question de la mutation pacifique d'un système pourtant réputé stratocratique.

## Conclusion

Le bilan qui vient d'être dressé n'a certes pas présenté toutes les interprétations faites sur l'URSS, ni même toutes les écoles de pensée. Les interprétations trotskiste et maoïste par exemple, bien que pouvant entrer dans une analyse sur l'image de l'ennemi, n'ont pas été abordées, dans la mesure où l'article s'inscrivait uniquement dans une logique de conflictualité Est/Ouest. C'est aussi la raison pour laquelle nous n'avons pas parlé des interprétations de l'école de Budapest<sup>109</sup>. Quant aux interprétations économistes, nous n'en

106. « La société contre l'État », *Le Monde* du 27 /10/ 1989, p. 30.

107. « Commune Democracy and Gorbachev's Reforms », in P.S., volume de 1989. p. 242.

108. « Les changements dans les États communistes », in R.F.S.P., volume de 1990, p. 608.

109. Voir à ce sujet F. FEHÉR, A. HELLER et G. MARKUS, *Dictatorship over Needs*, Oxford, Basil Blackwell, 1983.

avons pas fait mention dans la mesure où elles étaient rares dans les revues de science politique<sup>110</sup>. Tout compte fait cependant, trois conclusions méritent d'être tirées de cette recherche :

1. La succession des modèles indique que nous sommes passés de l'isolationnisme au comparatisme, puis à l'isolationnisme de nouveau. Les deux phases isolationnistes ont été dominées par l'utilisation du modèle totalitaire. La phase comparatiste a fait, quant à elle, intervenir les analyses développementalistes ainsi que celles de la société industrielle et de la bureaucratie.

2. À chacune de ces phases correspondaient une conjoncture particulière de la rivalité Est/Ouest. Les deux guerres froides ont été dominées par l'approche isolationniste alors que la Détente fut marquée par les analyses comparatistes. La corrélation entre le contexte et les modèles interprétatifs semble indiquer d'une part que les pratiques des politologues, comme celles des autres acteurs sociaux, sont déterminées par les contingences environnementales ; et d'autre part que le champ scientifique est rattaché, par des liens de dépendance plus ou moins étroits, à d'autres activités humaines. La science n'est donc pas une activité intellectuelle indépendante du contexte social. C'est dire en d'autres termes que l'image du sujet connaissant peut dans certaines conditions influencer sur le traitement de l'objet de connaissance.

3. Enfin, de toutes les approches examinées, la totalitaire apparaît comme la moins opératoire et la plus idéologique. Si l'on devait s'interroger sur les raisons d'un tel fait, on admettrait à la suite de Pierre Aycoberry<sup>111</sup>, qu'apparaissant en période de forte conflictualité Est/Ouest, le totalitarisme participait d'une logique de guerre qui ne disait pas son nom. Rétrospectivement cependant, l'approche de la société industrielle semble par contre avoir été la plus pertinente. En fait, l'écroulement de l'URSS ne proviendrait-il pas finalement de l'incapacité du régime à s'adapter aux exigences d'une société industrielle et de la division de la bureaucratie soviétique face à cette question ?

110. On peut néanmoins trouver des informations sur les différentes interprétations de la nature du système économique soviétique dans l'ouvrage collectif édité par LAVIGNE en 1978 : *Économie Politique de la planification en système socialiste*, Paris, Économica. Pour une étude plus actuelle, voir Marie LAVIGNE, *The Economics of Transition: From Socialist Economy to Market Economy*, London, Macmillan Press Ltd., 1995.

111. *La question nazie : les interprétations du national-socialisme, 1922-1975*, Paris, Seuil, 1979, p. 68. L'article de Philip K. LAWRENCE, « Strategy, Hegemony and Ideology: the Role of Intellectuals », in P. S., 1996, vol. XLIV, pp. 44-59, serait dans le même sens d'un apport indéniable.